

Revue n°10

Ecrits et Manuscrits de la Médiation Familiale

Directrice de Publication : Danielle HANNEDOUCHE

Comité de Lecture

Claire Denis – Coordinatrice

Danielle Hannedouche

Marie Rousseau

Cristina Sans

Chantal Waysman

REVUES DEJA PARUES :

- N°1 DE QUELQUES FONDEMENTS
- N°2 DES MODELES...CADRE ET PROCESSUS...
- N°3 LE CONTEXTE INSTITUTIONNEL DE LA
MEDIATION FAMILIALE
- N°4 LE COUPLE
- N°5 LE TIERS
- N°6 MEDIATION FAMILIALE ET SOUTIEN A LA
PARENTALITE
- N°7 DU POUVOIR ET DE L'AUTORITE EN
MEDIATION FAMILIALE
- N°8 MEDIATION FAMILIALE DANS LE CONTEXTE
PENAL
- N°9 MEDIATION FAMILIALE - ANALYSE DE
PRATIQUE

Médiation Familiale :

Éthique de la pratique

Sommaire

	Pages
Editorial	4
<i>Danielle Hannedouche</i>	
Textes de la Commission éthique - 14 mars 2007	5
Textes de la Commission éthique - 2 juillet 2007	20
Textes de la Commission éthique - 15 octobre 2007	24
Ethique du questionnement et questionnement de l'éthique	30
<i>Emile Ricard</i>	
L'éthique	34
<i>Jacqueline Cayla</i>	
Le MF en quête d'une juste distance : ...un funambule...	36
<i>Renée Roy-Robinet</i>	
Réponse au questionnaire sur l'éthique	42
<i>Catherine Marchal</i>	
Approche de la médiation. Le concept de médiation et ses enjeux	44
<i>Philippe Merlier</i>	
De l'éthique en rupture avec l'exclusive de la morale conventionnelle	50
<i>Andrée-Geneviève Verne</i>	
Quelques réflexions sur la VAE	
De la naissance d'une profession...	
Lorsque les bonnes fées se penchent sur le berceau...	59
<i>Claire Denis</i>	
Un regard singulier porté sur la VAE concernant le DEMF	61
<i>Marie-Hélène Bellucci</i>	
Validation des acquis de l'expérience	64
<i>Claire Denis</i>	
Réactions aux articles parus dans les revues précédentes	
Revue N°9	68
<i>Didier Tronche</i>	

Editorial

Je commencerai par un coup de chapeau aux tout premiers membres de la commission « éthique » dont le travail avait abouti à la rédaction du LIVRET ETHIQUE, ainsi qu'à tous ceux qui, par leurs réflexions, s'étaient mobilisés pour ce projet et y avaient également laissé leurs empreintes.

On parle souvent d'éthique mais la définition qu'on en donne n'est pas si évidente. Il est par exemple encore fréquent d'entendre des confusions entre les notions d'éthique et de déontologie. Elles sont pourtant bien différentes car comme le dit Pierre Grand, dans une réflexion qui m'a été rapportée récemment et que je trouve pertinente, « la déontologie est la boîte à outils de l'éthique ».

Selon le dictionnaire, ETHIQUE vient du grec " ethos " qui signifie la coutume, l'habitude (au sens de "la manière de conduire sa vie au quotidien"). C'est une discipline pratique et normative qui se donne pour but de dire comment les êtres doivent se comporter. Dans tous les cas, l'éthique vise à répondre à la question "Quoi faire pour "Bien faire"?

Dans ce numéro une part importante a été donnée à la commission éthique, aux questions qui lui ont été posées, aux réponses qu'elle a tentée d'apporter... Le numéro 9 de la revue, qui reprenait le travail effectué lors du séminaire de Montbard (décembre 2006), s'articulait autour de l' «analyse de pratique». Ce numéro 10 complète cette approche, la pratique ne prenant de sens que dans le respect de l'éthique. Car comme l'a dit Platon, «le principe de la vie éthique est à rechercher non pas dans l'expérience, toujours contingente et aléatoire, mais dans le «monde des idées».

Le souci constant de L'APMF de développer une médiation familiale de qualité nécessite de pousser sans cesse ses adhérents à réfléchir, non pas seulement sur les techniques utilisées mais sur les valeurs qui les animent. Car le médiateur familial ne saurait être le simple mécanicien de la résolution des problèmes familiaux mais le messager d'une autre façon de concevoir les rapports humains.

Danielle HANNEDOUCHE
Responsable de la commission « édition »

PS : Nous rappelons que les écrits contenus dans les revues de l'APMF n'engagent que leurs auteurs.

Textes rédigés par les membres de la commission éthique

*Marie-Jo FERCOT (coordinatrice de la commission éthique),
Claire DENIS, Brigitte GARY, Françoise
NERISSON, Emile RICARD, Cristina SANS,
Chantal WAYSMAN*

MISSIONS ET OBJECTIFS

Historique

L'APMF a tout d'abord élaboré un code de déontologie, adopté en assemblée générale en 1990. Ce code a été modifié une première fois en 1998 et une seconde fois en 2003.

En 1998, l'association a créé la commission Ethique. Cette dernière a élaboré un texte de référence : le livret "Pratique éthique de médiation familiale" en 2003.

En mai 2005, la commission éthique a reçu mission du Conseil d'Administration afin d'être un lieu de réflexion et de ressource pour les commissions, les collègues, les groupes régionaux, les médiateurs praticiens, les institutions...

A travers les demandes des adhérents, elle traite des situations de nature à questionner l'éthique de la pratique de médiation familiale.

La commission s'efforce d'éclairer, de mettre en réflexion les problématiques, de questionner les multiples repères envisageables dans les situations concrètes rencontrées dans la pratique de médiation familiale.

Déontologie et éthique

La déontologie est l'ensemble des obligations propres à une profession, un ensemble de règles qui régissent les relations entre les professionnels, entre les professionnels et les acteurs de médiation, et entre les professionnels et les institutions. Le code de déontologie marque les limites de l'action du professionnel.

L'APMF s'est dotée d'une commission des différends : cette dernière examine les plaintes concernant les manquements aux règles de la profession.

Cependant, le code de déontologie n'économise pas la réflexion personnelle et collective d'ordre éthique.

Pour la commission, l'éthique, qui s'inscrit dans une philosophie morale, est première par ses fondements et la déontologie en découle.

Du côté de l'éthique, il s'agit de penser des actes professionnels, de se questionner de façon à chaque fois singulière sur les écarts entre les principes et les actes, de partager cette réflexion avec des pairs. Lieux privilégiés de partage : l'analyse des pratiques et la supervision. L'éthique questionne "l'esprit des actes", le sens des interventions professionnelles et leurs conséquences. Paul Ricœur situe l'intention éthique au point de rencontre entre sa propre liberté et la liberté de l'autre, liberté qui s'observe dans l'acte.

LES RECOURS A LA COMMISSION ETHIQUE

Les questions posées par les médiateurs familiaux à la commission éthique font référence, selon nous, à la question du cadre de la médiation familiale.

Les médiateurs familiaux s'interrogent sur la difficulté à définir, à poser, à interioriser le cadre de la médiation familiale afin que ce cadre puisse faire fondement à la médiation entre les personnes.

Le médiateur familial, garant du cadre, se questionne sur la difficulté à rendre ce cadre efficient pour les personnes reçues. Serait-il lui-même en difficulté pour trouver un équilibre, une harmonie entre la notion de liberté et celle de limite qui fondent l'espace de médiation ? Vivrait-il une tension permanente entre ces deux repères ?

Notre hypothèse serait la suivante (du moins c'est le "récit" que nous nous en faisons) : l'idéologie première de la médiation familiale aurait été tournée vers une revendication de liberté d'expression, de choix sans limites, dans la toute puissance, qui a eu pour effet de faire exister la médiation familiale sous la pression des parents et des professionnels de la famille.

La médiation aurait participé d'un mouvement de libération des relations, d'émancipation, de remise en question du pouvoir autoritaire, des cadres rigides, pour redonner le pouvoir aux acteurs à partir de leurs capacités et non de leurs carences.

A partir de cette idée de liberté portée comme valeur première, la médiation familiale se serait heurtée à des limites : le principe de plaisir rencontre le principe de réalité !

- * limites dans l'intérieur même de l'espace de médiation : limites portées, signifiées, montrées par les acteurs eux-mêmes,
- * limites venant de l'extérieur de l'espace de médiation : justice, réalité institutionnelle (la médiation familiale se présentait comme une alternative, une justice douce),
- * limites propres au médiateur lui-même : valeurs, convictions, vécu, idéologie...
- * limites liées aux modèles transmis par les organismes de formation : modèles de type patron, parfois trop étiés s'ils ne sont pas pensés, critiqués, fondés, interiorisés par les médiateurs praticiens eux-mêmes.

Y aurait-il une nécessaire reconnaissance de cette idéologie première de liberté et un abandon de toute-puissance ? Serions-nous prêts à présent à penser, comme

toujours vivante, la question des libertés et des limites ? Nous serions alors amenés à penser le CADRE, un cadre qui donne place à la fois à de la liberté et à des limites?

Quel serait ce cadre symbolique qui permettrait une forme de coexistence libre ?

QUESTIONS DE LA COMMISSION DES DIFFERENDS

1. Les disparités de tarifs

QUESTION : *Comment instaurer un cadre équilibré et équitable dans une médiation lorsque les participants se voient soumis à des règles tarifaires différentes ? (Exemple : gratuit pour les habitants d'une ville, payant pour les extérieurs) En quoi les barèmes établis selon les revenus sont-ils justes ?*

REPONSE

Référence au livret éthique

Page 18 : "La médiation opère avec une parole retrouvée à propos du réel, du réel des objets ou des décisions que les acteurs souhaitent prendre. Le médiateur ne pose pas d'interprétation, mais il laisse les acteurs développer leurs interprétations.

Ce qui est en jeu est que chacun puisse se poser et être reconnu comme sujet dans la réalité telle qu'elle est vécue et interprétée par chacun et ensemble."

Page 27 : "Le cadre est aussi une référence commune énoncée : les tarifs sont annoncés."

Placer les personnes en situation égalitaire consiste à pouvoir se porter garant contre d'éventuels abus de pouvoir.

Il s'agit de poser les règles énoncées, les rappeler, les maintenir, les actualiser.

De se porter garant de la clarté concernant le cadre.

Le médiateur familial n'est pas l'agent exécuteur d'une institution. Il va s'efforcer de faire preuve d'indépendance et d'autonomie par rapport à des pressions qui vont s'exercer sur lui, soit de l'intérieur de la médiation, soit de l'extérieur."

Commentaire de la commission

Cette question interroge le déséquilibre, la disparité introduite de l'extérieur vers l'intérieur de la médiation. Le risque est ici d'entériner un déséquilibre sans que le sens en soit interrogé : à l'extérieur de la médiation (auprès des politiques qui ont pris des décisions en ce sens), à l'intérieur de la médiation, c'est-à-dire avec les personnes qui participent à la médiation.

Tout ce qui crée du déséquilibre entre les personnes est à travailler dans le lieu même de la médiation familiale, afin que cela puisse "faire médiation" et éventuellement objet d'une négociation. Il s'agit d'interroger le sens que prend cette disparité pour chacune des personnes et pour les deux.

La question est aussi à renvoyer à l'extérieur de la médiation, auprès des décideurs politiques : quelle signification donnent-ils à ces différences de tarif ? Ne peuvent-ils

éventuellement distinguer la situation et les personnes, fixer un tarif pour la situation de médiation dont le coût serait à négocier entre les personnes ?

Les risques dans la situation présentée peuvent être de deux ordres : entériner un déséquilibre ou faire l'objet d'une manipulation. La question du règlement de la médiation, de la négociation qui peut en être faite ENTRE les personnes et le médiateur familial en début de médiation interroge le rapport au cadre.

Comment chacun s'approprie-t-il la question du paiement de la médiation ? Comment chacun interprète-t-il les principes d'échange et d'égalité ? S'agit-il d'une égalité stricte (50/50), ou d'une égalité qui prend en compte les disparités et se veut proportionnelle, en fonction des ressources de chacun ? Il s'agit, non de fixer une règle intangible, mais de rechercher des repères communs, d'organiser les relations pour une rencontre qui va s'expérimenter.

2- Le choix du lieu de médiation

QUESTIONS

** Dans le cadre des médiations judiciaires et des injonctions, comment préserver la liberté des personnes à choisir le lieu et le médiateur avec lequel elles sont prêtes à s'engager ?*

** Par ailleurs, y aurait-il des risques à répondre favorablement aux exigences des personnes concernant le médiateur ? (Ex : je voudrais un médiateur homme).*

REPONSE

Référence au livret éthique

Page 30 : "Ce sont les acteurs de la médiation familiale qui légitiment le médiateur."

Page 35 : "Le médiateur familial n'est pas l'agent exécutif d'une institution" (indépendance).

Page 30 "Le médiateur va être confronté à l'idéalisation de la médiation et de la fonction qu'il occupe. Il faudrait qu'il puisse y résister afin de garder sa capacité de remise en question de sa pratique, dans un effort de relative lucidité.

Le médiateur est un être humain avec ses imperfections et ses "faire avec". Il est homme ou femme."

Page 25 : "Le lieu choisi doit être neutre, et perçu comme tel" (...) Si la médiation a lieu dans une institution, le lieu, séparé, doit pouvoir être signifié comme neutre et protégé."

Page 26 : "Cet espace-temps, protégé de l'extérieur, montre qu'il y a un intérieur et un extérieur." (...) "L'indépendance institutionnelle, signifiée dans la séparation spatiale garantit une sécurité psychique."

Commentaire de la commission

L'essentiel nous paraît être que les personnes choisissent la médiation familiale, qu'elles prennent de la distance par rapport aux attentes du prescripteur de médiation.

Du côté du médiateur familial, il s'agit également d'une distance à prendre, d'une retenue à avoir face à la demande immédiate. La proposition du médiateur est du côté de la pensée, de la réflexion, de l'interrogation dans la recherche de sens... Une proposition portée dans l'entre-deux, entre eux, par un choix d'engagement dans la médiation.

Le risque serait d'entériner une consommation de médiation en passant à côté du sens-même de ces demandes ou exigences.

Le risque serait aussi en lien avec les limites d'acceptation du médiateur (lorsque les valeurs des personnes heurtent celles du médiateur), si les exigences étaient vécues, par exemple, comme racistes ou sexistes ...

Cette question a également renvoyé la commission à la question des différences culturelles et à la nécessité de mettre au travail la question de l'intolérance.

3- L'indépendance du médiateur familial

QUESTIONS : Comment préserver la confidentialité des entretiens ?

** Par rapport aux demandes des prescripteurs de médiation (magistrats notamment)*

Deux questions en particulier : Qu'est-ce que le médiateur familial doit transmettre au magistrat en fin de médiation ? Quelles recommandations donner à un service de médiation familiale quant aux clauses qui peuvent être acceptées dans une convention le liant à un TGI ?

** Par rapport aux demandes des participants eux-mêmes (cas d'interruption de médiation par exemple)*

REPONSE

Référence au livret éthique

Page 31 : "Le médiateur se porte garant de la confidentialité.

(...) Le principe consiste pour lui à s'interdire de divulguer ce dont il a été témoin dans la médiation : le fait de le dire aux acteurs au début de la médiation permet une parole plus libre."

Page 35 : "Le médiateur n'est pas l'agent exécuteur d'une institution. Il se refuse à être influencé lui-même et renonce à influencer les acteurs à l'égard d'une finalisation de commande. Même s'il est dans un lien de subordination à une institution dans l'organisation de son travail, il ne peut être dans la soumission et transiger sur les orientations éthiques et les règles déontologiques auxquelles sa profession le réfère. Quel que soit le statut professionnel du médiateur, il va s'efforcer de faire preuve d'indépendance et d'autonomie par rapport à des pressions qui vont s'exercer sur lui, soit de l'intérieur de la médiation, soit de l'extérieur : par exemple il ne transmet à personne le contenu des séances et le contenu des accords réalisés qui sont la propriété intrinsèque des acteurs/parents."

Commentaire de la commission

La question est large : elle concerne à la fois l'indépendance de la médiation et, à l'intérieur de la médiation, celle du médiateur.

La loi garantit un certain nombre de principes qui fondent la médiation et, en particulier, la confidentialité.

Le contenu d'une convention doit poser les principes qui fondent la médiation : impartialité, confidentialité, responsabilité des personnes par rapport aux décisions prises.

Page 35 du livret éthique : neutralité, impartialité

"Cette neutralité se traduit par une impartialité qui est le fait de ne pas prendre parti quant aux contenus. Lorsqu'il estime nécessaire d'intervenir, le médiateur familial donne la parole (le tour de parole) ou bien il s'exprime, il restitue aux acteurs la teneur de leurs propos sans les juger pour faciliter une élaboration de la réflexion : il agit pour faire agir le cadre."

Les médiateurs et les services ont à prendre la mesure de leurs dépendances par rapport aux prescripteurs et financeurs.

La reconnaissance de cette dépendance peut les amener à informer les professionnels et les personnes qui recourent à la médiation familiale des conventions passées avec le tribunal, des subventions perçues, etc. Par exemple, dans leurs brochures de présentation du service, dans les engagements à la médiation familiale. Il peut être également mentionné qu'une partie du coût de la médiation est pris en charge par l'Etat.

Par ailleurs, il est à rappeler aux juristes que l'objectif de la médiation familiale ne se résume pas à la recherche d'accords ; la médiation familiale est un lieu de réflexion, de dialogue. Un lieu où ce qui est commun et partagé gagne en dimension symbolique.

Concernant la demande d'attestation par les personnes, le médiateur pose le cadre de confidentialité dès la première séance. Il peut donner connaissance de l'article 5 du code de déontologie : "Le médiateur familial doit respecter et préserver la confidentialité des entretiens et de tout document produit dans le cadre du processus de médiation en matière familiale. Le médiateur familial ne peut être cité comme témoin."

Il est important pour le médiateur familial de chercher le sens de cette demande au regard du code de déontologie et du livret éthique.

A la demande des professionnels, il peut être simplement répondu, comme le prévoit la loi, que la médiation a eu lieu ou pas.

Le médiateur familial peut s'appuyer sur l'article 5 du code de déontologie : "Dans le cas où la médiation est recommandée ou ordonnée par un magistrat, le médiateur l'informe que des accords ont pu être réalisés ou non mais il ne remet la transcription de ces accords qu'aux parties elles-mêmes."

4 -1- Incidence d'une procédure judiciaire sur le bon déroulement de la médiation familiale

QUESTIONS

- * Si une procédure contentieuse est introduite pendant la médiation familiale le médiateur doit-il automatiquement l'interrompre ?*
- * Cas de personnes envoyées par le magistrat en médiation familiale alors que l'une des parties fait appel du jugement. Une médiation est-elle pertinente dans ce cas ?*
- * Un médiateur familial peut-il arrêter la médiation familiale au motif d'un appel pendant le déroulement de la médiation? Que dire (et ne pas dire) au magistrat ?*

4 - 2 - Questions autour de l'articulation de la médiation familiale et d'une autre mesure demandée par un magistrat. Quel cadre déontologique poser?

- * L'enquête sociale quand elle est ordonnée en même temps qu'une médiation familiale.*
- * L'organisation de visites d'un parent dans un lieu de rencontre parents-enfants et quelles différences entre ces rencontres et la médiation familiale ?*

REPONSE

Commentaire de la commission

La scène judiciaire et la scène de médiation sont deux scènes différentes. Tout ce qui peut faire confusion entre ces deux espaces ou qui peut occasionner une gêne dans le travail de médiation familiale doit être éclairci et débattu. Il ne peut y avoir de position tranchée sur ces sujets, l'essentiel est de mettre la question à l'épreuve de la réflexion.

Il est important de proposer aux personnes de débattre du sens que prend pour eux le passage d'une scène à une autre ou les mesures multiples mises en œuvre par le magistrat (enquête sociale, expertise, point de rencontre et médiation familiale).

Une réflexion de fond entre magistrats et médiateurs familiaux devrait être envisagée sur les incidences et l'intérêt d'ordonner des missions qui peuvent occasionner de la confusion ou apparaître contradictoires.

Ces questions peuvent également renvoyer à la confidentialité partagée dans la médiation familiale.

Toute restitution du travail de médiation familiale est effectuée par les acteurs eux-mêmes.

Concernant différentes mesures ordonnées par un magistrat dans le même temps, il est à rappeler un strict principe d'étanchéité.

Une mesure d'enquête sociale, d'expertise, d'intervention en espace rencontre pour la restauration du lien parent-enfant et une médiation familiale ne peuvent être menées par la même personne pour la même famille.

QUESTIONS DES MEDiateURS FAMILIAUX

QUESTION : d'une médiatrice familiale

Jusqu'où le médiateur familial peut-il faire des concessions, des entorses ?

Le contenu des ordonnances des JAF et les pratiques des médiateurs familiaux amènent à constater des dérives. Par exemple, nous trouvons des "enquêtes sociales/médiations" des espaces rencontre/médiation", des ordonnances du Juge des enfants ordonnant "un travail éducatif afin de tenter un travail de médiation auprès des parents"...

Pour résumer : Faut-il tout accepter pour avoir des médiations familiales judiciaires...? Sans référence à l'éthique de médiation ?

L'appellation de plus en plus habituelle du terme "médiateur familial" pour des intervenants et accueillants d'espace rencontre questionne : pratiquer la médiation familiale dans ce contexte est-il concevable lorsque les principes de base ne sont pas respectés ? (situation inégalitaire des deux parents...)

REPONSE

Commentaire de la commission

L'enquête sociale et la médiation familiale sont régies dans la loi par deux textes différents. Une mesure "d'enquête sociale à visée de médiation" n'existe pas dans la loi.

Faire coexister ces deux indications est une difficulté pour le médiateur familial : l'enquête sociale est une mesure d'aide à la décision pour le magistrat (où l'enquêteur social est un auxiliaire judiciaire).

La médiation est un lieu de réflexion, de débat, de dialogue et de décision pour les parents. Ce n'est ni un lieu d'investigation, ni un lieu de contrôle.

Les personnes portent, à leur initiative, les résultats de la médiation au magistrat garant de la conformité à la loi.

Le médiateur investi d'une telle mesure "d'enquête sociale à visée de médiation" serait tenu de faire un rapport, ce qui lui est interdit par sa déontologie.

"Espace rencontre médiation" : ce sont deux démarches très différentes. Nommer un "espace rencontre médiation" peut développer, de notre point de vue, une confusion.

N.B. : Ce point fait l'objet d'une réflexion en cours de la commission éthique.

QUESTIONS : d'une équipe (Association de médiation)

1 - Le problème des entretiens individuels demandés en cours de médiation

QUESTION :

Le principe suivi par les médiateurs de notre association est qu'il ne peut pas y avoir d'entretiens individuels en cours de médiation. Si on fait exception à cette règle, il

convient d'informer l'autre partie, de dire à la personne qui demande cet entretien que tout ce qu'elle dira, devra être redit en médiation.

De fait, ce problème recouvre plusieurs cas de figure qui se sont présentés :

- une personne demande un entretien personnel en précisant qu'elle a quelque chose à dire qu'elle ne peut pas dire à l'autre partie. Il y a eu refus des médiateurs, mais n'était-ce pas une demande d'aide, de soutien pour dire quelque chose de difficile à l'autre ?

- les deux souhaitent être reçus personnellement après deux séances de médiation difficiles. Le cas s'est présenté deux fois : dans un cas, les médiateurs ont refusé et la médiation a continué; dans l'autre, ils ont accepté et ont trouvé cela très positif pour la suite de la médiation.

- les médiateurs se demandent, dans un contexte difficile et après 4 séances, si un entretien individuel avec chacun ne serait pas bénéfique.

REPONSE

Référence au livret éthique

Page 33 : "Garant de l'égalité des places.

- dans la connaissance partagée, la clarté, l'échange d'information :

Se porter garant de la clarté concernant le cadre et toutes les informations apportées est également un principe éthique décisif : tout le monde a le même matériau de travail, il n'y a pas, quant à la situation, de savoir réservé permettant un pouvoir sur autrui, *en particulier pas de secrets sur le contenu de la médiation*. Le médiateur n'a pas de privilèges en la matière. Il est explicite sur le cadre et il y est lui-même soumis tout autant que les acteurs."

Commentaire de la commission

La commission ne se positionnera pas en termes d'autoriser ou d'interdire les entretiens individuels mais elle s'interroge sur le sens de ces entretiens individuels (et de l'intérêt de définir ces entretiens individuels). Elle s'interroge sur leur inscription dans le processus de médiation familiale.

Quels sont les risques des entretiens individuels (si le cadre des entretiens individuels n'est pas le même que celui de la rencontre) ?

- le médiateur familial peut se voir confier un secret qui le mettra au risque de détenir des informations dont tous les acteurs de la médiation n'auront pas connaissance,

- il prendrait alors une position d'alliance envers une seule personne,

- il sera en difficulté dans le respect de l'équité à préserver entre les personnes, dans le principe d'impartialité lié à sa fonction (risque d'alliance avec l'un, prise de pouvoir de l'un sur l'autre, iniquité, alliance non contrôlée par le médiateur et prise de pouvoir par l'un des participants).

La commission considère que le cadre de la rencontre avec une personne est le même que celui de la rencontre avec plusieurs personnes ; il s'agit du cadre de médiation.

Cette question se doit d'être travaillée en analyse de pratique (du médiateur) et sur un plan institutionnel.

Quel sens éthique ? Quel sens déontologique ?

Quelle incidence économique et politique pose cette question ?

2 - Le problème des débuts et des fins de séance de médiation

QUESTION

On remarque qu'il est difficile, quand l'une des parties arrive à l'avance, de l'accueillir chaleureusement tout en l'empêchant de nous parler (de son affaire). De même, à la sortie, il est fréquent que l'une des deux s'arrange pour rester et essaye de prolonger la conversation sous divers prétextes.

Il est parfois nécessaire de faire comme chez le dentiste ou le médecin, de ne pas les raccompagner et de s'enfermer dans le bureau de médiation....

REPONSE

Référence au livret éthique

Pages 25 et 26.

Commentaire de la commission

Cette remarque pose la question de la maîtrise du cadre par le médiateur familial : quand commence et quand finit une séance de médiation familiale ?

Le médiateur doit pouvoir interrompre une personne qui cherche l'alliance en dehors de l'espace et du temps de la séance.

Il s'agit de la capacité du médiateur familial à poser le cadre, à en être le garant.

Cette question doit être portée et travaillée en analyse de pratique.

3 – Manipulation et médiation

QUESTION

Est-il concevable qu'un médiateur appartienne à une secte ?

Il n'est pas question d'étiqueter les professionnels en fonction de leurs croyances et convictions. Par contre, il s'agit pour eux de savoir quelle est leur capacité à prendre une distance suffisante pour ne pas risquer d'influencer les personnes en MF.

La neutralité ou la non neutralité est à remettre en chantier en permanence, particulièrement dans les espaces d'analyse de pratique et de supervision. La question reste de savoir comment peut être évalué le seuil de dangerosité de la non neutralité.

Ce thème interroge ce qui pourrait être de l'ordre de l'influence du médiateur ou de la manipulation éventuelle.

Dès que l'on passe d'un système de décision autoritaire à un système décisionnel plus collectif (c'est le cas de la rencontre de médiation familiale), on se trouve confronté au problème de l'influence et de la manipulation.

La manipulation peut fonctionner entre égaux. Toute manipulation comporte en proportions variables les deux composantes suivantes : le manipulateur occulte un conflit, il dissimule qu'il puisse y avoir un conflit entre lui et l'autre, et par ailleurs, il inhibe l'agressivité du manipulé (par divers moyens : réveille la culpabilité, joue sur la fatigue, l'ignorance, le manque d'information, flatte, donne...). Dans le cas de la

manipulation, l'autre est traité en objet. Le manipulateur cache volontairement une partie de l'information (ou ce qui pourrait être les conséquences de la décision).

L'influence fonctionne différemment : le levier utilisé n'est ni la force, ni la ruse, ni un ensemble de mécanismes psychoaffectifs mais les arguments en faveur d'un changement.

Cependant, la décision de changer appartient à la personne, à elle seule (sujet et acteur). Il est alors possible d'entrer en négociation (les conflits sont éclairés et non masqués, l'agressivité est motrice de changement).

Dans la médiation familiale, les personnes sont en situation de crise et de faiblesse. Elles souffrent et peuvent beaucoup attendre du médiateur et de la médiation. Le médiateur peut ainsi prendre du pouvoir (celui attribué par les personnes et celui qu'il s'attribue) et en user.

Dans la médiation familiale il y a également des rapports de force qui se jouent et demandent que le médiateur garantisse le cadre égalitaire.

Par ailleurs, la médiation demande un engagement (position de soumission librement consentie ou forcée par libre choix, dit Joule qui peut conduire les personnes à poursuivre la médiation au-delà de ce qu'elles en auraient décidé par elles-mêmes. Cela nécessite donc une information suffisamment précise sur le cadre de la médiation, et en particulier sur la liberté des personnes et du médiateur à arrêter la médiation à tout moment.

La médiation familiale est aussi basée sur la confiance. Une confiance mise à l'épreuve de l'expérience-même de la rencontre. Une confiance à repenser en permanence, en quelque sorte relative et toujours à construire.

Une manipulation consisterait, en particulier, à se servir de la médiation à d'autres fins que celles qui sont les siennes : idéologique, religieux, de contrôle social, de défense d'un groupement (les pères, les mères, les grands-parents, les homosexuels, les partisans de la résidence alternée...) ou encore d'un mouvement sectaire. Beaucoup de monde peut, en effet, se prévaloir de la médiation qui se fonde sur des valeurs universelles d'équité, de non-violence, de responsabilité...

Du côté du médiateur familial, il s'agirait, comme dans les portraits de Modigliani, de regarder en soi et à l'extérieur de soi pour regarder et se mettre à distance de ses propres ressentis, valeurs, systèmes d'appartenance.

Ce qui protégerait de la manipulation serait la garantie du rapport au cadre, la perception des limites, le questionnement éthique du médiateur, (qui peut et doit aussi trouver à être posé en analyse des pratiques, supervision...).

REFLEXION DE LA COMMISSION ETHIQUE CONCERNANT LA VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPERIENCE

Les textes de loi organisant la VAE

Le dispositif de la validation des acquis de l'expérience est issu de la loi de 1992 et de la loi de Cohésion sociale du 17 janvier 2002. Il s'est ouvert au diplôme de

médiateur familial dès la création de celui-ci (décret du 2 décembre 2003, arrêté du 12 février 2004 et circulaire DGAS du 30 janvier 2004).

A quelles questions éthiques nous renvoie l'apparition de la VAE ?

- A l'évaluation

L'autoévaluation et la restitution de la façon dont on travaille.

Au rapport des professionnels à l'évaluation.

A la question de ce qui fait objet d'évaluation.

- A la reconnaissance des différences : différentes pratiques, différentes origines professionnelles....

A la valeur éthique de la médiation au-delà des méthodes, des techniques, des outils

A la question du renoncement à la toute puissance

A la question de la reconnaissance et de la légitimité

La VAE est destinée à des professionnels qui ont de l'expérience et qui souhaitent obtenir les diplômes correspondants.

En 2006, la VAE des médiateurs familiaux présente une spécificité.

Elle réunit :

- des médiateurs formés et expérimentés (occupant la place de médiateurs familiaux à titre salarié ou indépendant)

- des personnes n'ayant ni l'expérience ni la formation de médiateur familial

- des personnes ayant l'expérience sans avoir la formation de médiateur familial

- des personnes ayant un certificat d'aptitude aux fonctions de médiateur (généraliste) avec ou sans l'expérience de la médiation familiale

Toutes ces personnes se présentent à égalité devant le jury de VAE.

- Les membres du Jury représentant la profession ont, pour la plupart, le même profil que les candidats.

En conséquence, la légitimité des membres du Jury ne nous semble pas aller de soi comme dans une procédure classique de VAE ou une situation d'examen lorsque candidats et jurés n'ont pas les mêmes diplômes. Cependant, les places de candidat et de juré situent chacun dans des rapports inégalitaires.

Dans le contexte particulier énoncé ci dessus, qu'est ce qui pourrait donner légitimité à un jury pour valider des candidats ?

Nous répondrions :

A - Le respect par tous des textes officiels (DRASS, candidats et jurés)

1 - Responsabilités de la DRASS

- Faire respecter les textes et veiller à leur application

- Vérifier que les jurés « médiateurs familiaux » soient détenteurs du diplôme d'Etat

Et en particulier :

- Constituer partout un Jury de trois personnes, en inter région.

(Les membres du jury ne devraient pas valider des médiateurs de leur propre région)

- Veiller à la neutralité et l'impartialité du jury (exemple : jurés et candidats ne devraient pas se connaître, ne pas se fréquenter régulièrement, ni amicalement, ni professionnellement, ni dans le cadre associatif...)
- Réunir les jurés pour les informer des textes et du déroulement de la VAE
- Mutualiser les critères de lecture et de validation des dossiers (dans la région et entre régions)
- Rappeler les consignes (accueil bienveillant des candidats, recherche de ce qui est positif dans leur démarche, proposer des orientations de travail complémentaires, rappeler qu'il s'agit d'un examen en vue de valider une expérience pour obtenir un diplôme d'Etat...)

2 - Responsabilités des jurés

- Respecter les règles (textes) ; veiller à leur application
- Assumer leur responsabilité d'évaluateurs
- Accepter de s'interroger sur leur rapport à la situation d'examen, sur le pouvoir qui leur est conféré et sur leur rapport à la pratique de la médiation familiale...

3 - Responsabilités des candidats

- Se reconnaître en situation d'examen et accepter le cadre et l'expérience de la VAE.
- Exercer son droit à modifier la composition des jurys
- S'interroger sur la situation d'examen, sur son rapport à la pratique de médiation familiale.

B – La pose claire du cadre de la VAE

Cela nécessite, avant tout oral, un partage d'information sur le déroulement de la VAE, l'identité des personnes en présence, les critères de validation, le référentiel qui sert de point de repère commun. Cela permet éventuellement de percevoir quel effet produit ce cadre sur les personnes en présence et de donner du sens à ce qui va se dérouler.

Remarque : la réflexion des jurés et des candidats sur le rapport qu'ils entretiennent avec les textes (acceptation, reconnaissance, interprétation, application), avec la situation d'examen, avec les différentes pratiques de médiation familiale nous semblent indispensables.

- L'écrit et l'oral

Il y a tout d'abord une évaluation de l'écrit (selon la grille donnée par la DRASS), l'oral venant confirmer ou infirmer l'écrit. C'est l'équilibre et la cohérence (dans le cadre des critères de la VAE) entre l'écrit et l'oral qui vont déterminer la décision du jury.

- Médiation et famille

L'expérience de la VAE met également en lumière la question de l'articulation entre médiation et famille. Les jurés et les candidats peuvent émettre une prévalence soit sur le concept de médiation soit sur les connaissances qui ont trait au secteur professionnel de la famille.

En fonction des origines professionnelles (passées et présentes) des candidats et des jurés, des pratiques diverses se sont développées. Elles sont fondées sur des présupposés théoriques, méthodologiques et éthiques différents. Elles semblent se confronter et parfois s'opposer dans le contexte de la VAE.

Qu'est ce qui va donc garantir candidats et jurés de ne pas être partisans ?

Nous dirions :

- Accepter ces présupposés (il n'y a pas qu'un seul modèle), se prêter au débat, accepter de s'interroger, donner du sens aux choix méthodologiques et théoriques, étayer la pratique, vérifier si la dimension éthique propre à la médiation familiale s'actualise dans l'expérience du candidat.

Jurés et candidats ont à accepter de ne pas être tout-puissants, ni tout-sachants.

La commission éthique propose aux jurés d'être attentifs, en premier lieu, à la façon dont le médiateur familial fonde le concept de médiation, et en deuxième lieu à sa capacité à l'articuler dans le champ particulier de la famille (le médiateur est confronté à la dimension affective, relationnelle, émotionnelle, transgénérationnelle de la sphère familiale).

Cette réflexion nous ramène à un débat qui n'a pas été approfondi au sein de l'APMF à propos de l'articulation entre médiation et médiation familiale.

- Se questionner et accepter d'être questionné sur l'influence de ses compétences et savoirs professionnels (passés et présents), sur son vécu, sur ses actes professionnels.

- Du point de vue de la commission, il est possible d'intégrer des savoirs personnels et professionnels dans sa pratique, dans la mesure où le référentiel médiation reste premier.

Les autres compétences sont des atouts si elles ne viennent pas empêcher le professionnel de tenir sa place de médiateur.

Le médiateur familial, quelles qu'en soient ses origines professionnelles antérieures, ne peut cumuler plusieurs fonctions auprès des mêmes personnes. Etre médiateur se différencie de l'exercice d'autres fonctions (psychologue, travailleur social, juriste, expert...). Nombre de professionnels réalisent des "actes de médiation", utilisent des "techniques de médiation" sans être pour autant dans la place et la posture de médiateur.

- Du côté de la subjectivité :

Où poser la limite de l'interpellation du sujet dans la place de médiateur familial ?

La VAE est une reconnaissance par l'Etat qui fonde l'identité professionnelle. Elle évalue des savoirs, des savoir faire... A-t-elle à évaluer des savoir être ?

Les candidats ont-ils attendu des jurys une reconnaissance de leur légitimité à occuper la place de médiateur ? Ont-ils attribué aux jurys la capacité à en juger ?

La commission fait l'hypothèse que des confusions ont pu exister entre la scène de la VAE et la scène de la médiation familiale... Comme s'il était possible d'identifier la

posture du professionnel à sa présentation, sa manière d'être en cours de validation des acquis (exemple : quelqu'un perçu comme immodeste, fragile, peu sûr de lui devant le jury, aurait pu être pensé immodeste, fragile, peu sûr de lui, dans sa fonction de médiateur...). Des candidats auraient pu vivre également un conflit intérieur, entre la perception de la VAE comme un passage obligé, injuste au regard du chemin parcouru pour être médiateur familial et l'obligation qui leur était faite de s'y soumettre...

La commission éthique propose :

- de faire une distinction nécessaire entre le contexte de validation et la scène de la médiation,
- de prendre en compte la fluidité, la perméabilité, la cohérence et l'harmonie entre les pôles professionnel et personnel dans l'évaluation,
- de s'efforcer de mettre en adéquation le dispositif VAE avec ce qui fait sens dans la médiation (favoriser un climat de confiance, se centrer sur les capacités, accueillir, soutenir entendre les interrogations du candidat, débattre...)

La validation des acquis de l'expérience est une validation qui vient de l'extérieur de la médiation.

N'oublions pas que la légitimité du médiateur à occuper sa place lui vient surtout de l'intérieur de la médiation et que l'évaluation de l'expérience de médiation est sans cesse à questionner, à reprendre et re-penser...

Textes de la commission éthique

2 juillet 2007

1- LES ARCHIVES en médiation

La constitution des Archives professionnelles relève de la responsabilité des professionnels. De quels éléments sont constituées les archives ? Que faut-il garder après la médiation (traces de la médiation effectuée) ?

-Liste des documents écrits réalisés en médiation :

- fiche administrative, documents institutionnels
- courriers
- engagements ou contrats
- feuilles de tableau de papier
- synthèses de séance
- notes et compte rendu du médiateur
- enregistrements, vidéo
- projet d'entente
- documents liés à la prestation de service
- mails

Quelles incidences ont ces écrits ? A quoi servent-ils ? À qui servent-ils ?

Pourquoi les garder en archives ?

Notre réponse : les archives peuvent être conservées (combien de temps ?) pour les personnes elles-mêmes, pour leurs enfants (témoignage), pour réaliser des recherches sur la médiation (pour les utiliser éventuellement en formation ?)...

Recommandation : Il pourrait être demandé l'autorisation des personnes participant à la médiation pour transmettre les documents dans le futur (lister les personnes qui pourraient demander à les consulter)

Les archives peuvent-elles être consultées par les enfants devenus majeurs ? Le contenu de la médiation – à travers les notes du médiateur - pourrait rester non accessible et l'accord donné à la connaissance d'enfants majeurs (sur demande de ces derniers). En effet l'accord pris par les parents engage des tiers, en particulier les enfants. L'accord de médiation pourrait alors être considéré comme faisant partie du patrimoine familial.

2-LIEN SOCIAL ET ETHIQUE EN MEDIATION FAMILIALE

Lien : ligamen –ce qui sert à attacher, de ligare, lier (laisse, entrave; dès le XII siècle, il prend le sens de ce qui unit affectivement et aussi de ce qui maintient dans une étroite dépendance (Dic Historique Rey).

Parent : parentem «les pères et les mères»

«La Médiation Familiale est un **processus de construction ou de reconstruction du lien familial** axé sur **l'autonomie et la responsabilité** des personnes concernées par les situations de rupture ou de séparations dans lequel un tiers impartial, indépendant, qualifié et sans pouvoir de décision, le Médiateur Familial, favorise à travers l'organisation d'entretiens confidentiels, leur communication, la gestion de leur conflit dans le **domaine familial entendu dans sa diversité et dans son évolution**».

Le lien est «ce qui unit entre elles deux ou plusieurs personnes» (lien de couple, de parenté, de famille, lien de sang, lien d'alliance...).

Le lien est à la fois ce qui unit et qui empêche de se différencier ; le lien interhumain est à la fois fondateur du social et de l'affectif.

Le lien est de l'ordre de la construction (liberté de choix) et aussi de l'aliénation (emprise) ; il est affiliation, appartenance et aussi absence, isolement.

Qu'est ce qui est de nature à unir ? à désunir ? à lier et délier ?

Pour penser la Question du lien et de la médiation, il est utile de se situer sur plusieurs plans :

- celui du politique et du sociétal,
- celui du collectif professionnel (national) (service),
- celui du professionnel,
- celui du sujet, dans la place du médiateur.

Toutes ces dimensions doivent «se travailler» (il s'agit d'un empilement ...).

Le lien peut être pensé selon trois axes : celui de l'institution (règles /système de parenté en vigueur dans une culture donnée), l'axe de l'imaginaire, l'axe du réel (le corps et les conduites).

- Qu'est ce qui légitime le lien ?

Le juridique ? Le biologique ? Le choix ? L'affectivité ?

De quel type de LIEN parlons-nous ? du lien institué, réel, instituant, affectif...

- En médiation nous travaillons sur toutes sortes de liens ... à partir du moment où les personnes se reconnaissent comme interlocuteurs à propos d'un objet (sujet) commun.

Dans la médiation familiale, lors de séparation, ruptures, conflits, toutes formes de liens (liens biologiques, sexuels, affectifs, légaux, éducatifs...) peuvent être reconnus, déposés (sans être questionnés ou travaillés), pensés dans le sens d' une nouvelle configuration (ou forme ?) souhaitée.

- *Le Je et le Nous :*

Référence bibliographique : Norbert Elias

Entre le Sujet (je) et le collectif (couple, famille) (nous), la médiation porte sur l'articulation du je et du nous ; le médiateur crée les conditions pour que cette articulation puisse ou non se jouer entre et pour les personnes en présence.

Le médiateur a donc à réaliser un travail de conscience sur sa propre façon d'articuler le je et le nous ; en d'autres termes, il lui est nécessaire de prendre de la

distance vis à vis de ses propres représentations (du je – du nous – et de leur articulation dans la famille – sa propre famille et la famille qu'il est amené à connaître dans la rencontre de médiation).

- L'idéologie «sous jacente» de la Médiation Familiale :«Etre parents ensemble», «séparer le conjugal du parental», «travailler dans l'intérêt de l'enfant ... ».

Le «courant de médiation familiale» était (est) emprunt d'une «idéologie sous jacente» : il s'agissait (il s'agit ?) de proposer aux personnes d'«être parent ensemble», de séparer le lien de conjugalité du lien de parentalité...de travailler dans l'intérêt de l'enfant...

Il nous est à présent nécessaire de ré- interroger ces présupposés.

Il y a différents modèles de médiation; ces modèles induisent des représentations du lien (conjugal, parental...filial) qu'il est nécessaire de repérer et penser.

- Le lien de couple – étayage -

Les médiateurs familiaux font émerger des «besoins» et parlent peu de «désir» (qui est le plus souvent à l'origine du couple). Pourtant le désir peut être là dans la médiation, toujours à l'œuvre ... parfois même dans les accords pris, les modes d'organisation créés ...

Ne faut-il pas donner de la place à des formes possibles du désir sans nourrir l'illusion ? (pouvons nous interroger le sens que les personnes donnent à leur organisation ? le sens que «les tiers à leur couple» donnent à leur organisation ?)...

- «Lien de parentèle»

Dans la médiation, un travail peut être réalisé sur les places : la place de parent, la place prise par les parents, les beaux parents, les grands parents...

Qui reconnaît qui ? Quelle place a été donnée ? Quelle place a été prise ?

Avons-nous un présupposé concernant la légitimité de celui qui doit prendre la place de parent ou ouvrons-nous la médiation à tous ceux qui voudraient assumer et investir cette place (le parent biologique, le parent qui élève, la parent qui aime...le grand parent, le beau parent, la personne choisie – choix amoureux – par le parent...).

Qu'est ce qui nous autorise à questionner les personnes sur la place qu'elles prennent : «comment vivez-vous, habitez-vous la place de parent ? comment la rêvez-vous, comment l'imaginerez-vous ?, comment voulez vous l'habiter ?.... «pourquoi habitez-vous ainsi cette place ?»...

Il est possible d'ouvrir le lieu de médiation à la créativité des familles (familles élargies, familles sous toutes leurs formes) dans la mesure où chacun a une place dans la médiation et dans la mesure où il y a reconnaissance de l'altérité qui fonde le travail.

Dans la médiation le lien entre conjugalité et parentalité est éclairé («sans être travaillé» ?)

- La filiation : lorsque le lien de couple est «institué» (mariage, concubinage, pacs...), la filiation est directe (présumée) - lorsque le lien de couple est «non institué», l'enfant institue des parents (enfant né de la liaison de ...).

- La pression de l'institution, de la norme.... sur le médiateur

Le modèle dominant est le couple marié avec enfants...

Le médiateur est influencé par la norme sociale en particulier lorsqu'il travaille dans la sphère judiciaire. Il peut cependant ouvrir à la liberté de création des acteurs de la médiation si lui-même est ouvert (s'il est conscient de son propre rapport à la norme et à la loi)...

Dans la médiation le rapport que les personnes entretiennent avec la norme et le droit (la médiation n'est pas une alternative à la justice ou une justice douce) peut être également interrogé. Il s'agit, dans la médiation de soutenir chacun (dans sa place, son lien à l'autre ...) dans plus de clarté, d'adéquation avec la réalité, l'autre et le sociétal.

Textes de la commission éthique

15 octobre 2007

1 - Confidentialité

La notion de «confidentialité», qui fait partie du dispositif de médiation familiale, est à articuler avec les notions d'impartialité, de neutralité, d'indépendance, d'échange, de respect, de loyauté, d'authenticité ... d'engagement, de responsabilité, de confiance qui fondent et étayent le travail même de médiation.

La confidentialité «protège» les échanges et les personnes, marque une limite entre le dedans et le dehors de la médiation.

Il y aurait en effet un présupposé préalable à l'énoncé de la nécessaire confidentialité qui protège la médiation : du conflit naîtrait du danger, de la nuisance, de la souffrance, de la peur. Le contenu des propos, des débats, seraient au risque d'être utilisés à des fins détournées ou pour nuire. Le lieu même de la médiation devrait en cela être protégé des pressions diverses qui s'exerceraient de l'intérieur et de l'extérieur. Il serait à garantir comme réceptacle du privé, de ce qui n'a pu se dire et se discuter jusqu'alors.

Par ailleurs ce qui se dit, se débat, se crée dans le lieu et le temps de médiation est de l'ordre du vivant, du processus, du «chemin». Ce qui se dit appartient à la personne qui le dit, ce qui se débat et se discute et se crée en commun appartient aux acteurs de la médiation. La parole échangée est à contextualiser dans le temps (ici et maintenant), dans l'espace; elle perd de son authenticité à être portée à l'extérieur de la médiation.

L'Éthique du médiateur

Le médiateur familial est tenu à la confidentialité : il s'abstient de porter à l'extérieur ce qui se dit dans la médiation et il l'énonce aux personnes. Il vérifie que ce qu'il énonce est bien entendu, compris et aussi matérialisé et concrétisé (par exemple : une salle de médiation mal insonorisée peut amener à douter de la règle de confidentialité).

Le médiateur familial ne peut également entendre ce qui ne pourra être partagé avec les personnes qui participent à la médiation (exemple informations communiquées par des tiers à la médiation, «réunions de synthèse» de professionnels ...).

Le médiateur familial aura à composer avec des sentiments de solitude, parfois d'impuissance, d'ignorance; il aura à accepter de ne pas tout savoir, tout pouvoir; il aura à reconnaître qu'une «partie de la situation lui échappe».

La confidentialité est un devoir du médiateur. Elle trouve cependant ses limites en cas de danger pour les personnes ou pour des tiers concernés par la médiation (par

exemple les enfants). Elle trouve des limites dans «l'instrumentalisation» de la médiation ou du médiateur à des fins «hors la loi».

Illustration - Situation adressée par une médiatrice à la commission éthique

Jusqu'où aller...? La médiation familiale peut-elle cautionner la malhonnêteté ?

Je vais vous faire part d'une situation que j'ai eu à traiter en médiation familiale et qui m'a posé problème.

Je suis contactée par une personne d'origine anglaise qui est en cours de séparation et qui sollicite mes services en tant que médiateur, afin de «procéder à la répartition des biens, calculer le montant de la prestation financière pour ses deux enfants, et avant tout établir la possibilité d'une communication entre elle et son mari, celle ci ayant cessé depuis plusieurs mois»

Après avoir eu un entretien individuel d'information avec chacun des protagonistes, leur avoir présenté mon travail et recueilli leur consentement à entamer cette démarche, je reçois Madame et Monsieur S. à un entretien commun.

Ils me déclarent l'un et l'autre n'avoir «aucun revenu», ce qui positionne leur participation financière au minimum, c'est à dire cinq euros par personne et par entretien.

Les démarches administratives effectuées, nous commençons l'entretien à proprement dit et faisons l'inventaire des biens à partager.

Installés en France depuis dix ans, Monsieur et Madame ont deux garçons scolarisés de 16 et 17 ans.

Ils m'expliquent qu'il y a «pas mal de choses à régler» : se répartir des liquidités sur des comptes en Angleterre qu'ils gèrent sur Internet, se mettre d'accord sur la vente de la maison que Madame occupe avec ses fils et évaluer le montant de la contribution financière pour les garçons.

Très vite je me retrouve devant certaines incompréhensions.

Etant donné que ces personnes sont «sans revenu» ils sont titulaires de la Couverture Maladie Universelle (C.M.U.), ils perçoivent des bourses pour leurs deux garçons et règlent les entretiens de médiation sur la base minimale.

La vente de la maison est estimée à 300 000 euros et les liquidités de tous les comptes en Angleterre s'élèvent à 200 000 euros ce qui leur fait par mois à chacun des rentrées confortables leur permettant d'assurer un bon train de vie et de ne pas travailler pour ces deux quadragénaires.

«Vous ne pensez pas qu'à quarante ans je vais travailler m'avait répondu Madame lors du premier entretien» phrase qui m'avait laissée songeuse moi qui exerçais ma profession certes par plaisir mais également par nécessité...

Devant un tel paradoxe, de recevoir ces personnes «sans revenus» mais avec des rentrées plus que confortables, additionnées aux aides de l'Etat, je n'ai pu continuer mes entretiens, leur exprimant mon impossibilité de mener à bien une médiation familiale dans ce contexte.

Je décide donc de leur exposer mes difficultés et de leur faire part de ma décision d'arrêter la médiation familiale.

Monsieur et madame S. m'expliquent qu'ils sont en règle car leurs comptes ne sont pas en France et par conséquent pas soumis à une déclaration au fisc.

Je leur fais part de mon étonnement, ne mets pas leur honnêteté en doute mais leur dis que pour moi ils profitent d'un système et que j'ai du mal à cautionner cela.

Madame est en colère car un certain travail leur avait permis d'avancer et elle déplore le fait que je mette un terme à cette médiation.

Médiation qui se transforme en médiation ordonnée pour laquelle une aide juridictionnelle est bien sûr accordée.

Je renvoie au juge aux affaires familiales (JAF) le fait que je refuse la mesure et je suis certainement «jugée» pour cet état d'âme ne pouvant dévoiler le pourquoi de mon refus.

De la même façon au nom de ma déontologie (travaillant à la CAF) j'ai pu dire à Madame que je trouvais illogique et malhonnête qu'elle envisage de faire un dossier d'Allocation de Parent Isolé, mais malgré mes recommandations la démarche lui appartient et a peut être pu se faire...

Au nom de mes principes éthiques et déontologiques je me suis trouvée «coincée» dans ce système. Mon seul pouvoir étant d'arrêter mon travail, ne pouvant rien dévoiler au JAF ni à mon institution, me faisant malmener par ces protagonistes peu scrupuleux, mais avec la grande satisfaction d'avoir cette indépendance et d'avoir pu stopper «ce qui m'appartenait...» ;

La mise en œuvre du dispositif de confidentialité

- Protection «du dedans» de la médiation

La notion de protection du travail réalisé en médiation est à énoncer et à partager avec les acteurs de la médiation. Le cadre protecteur s'élabore avec les personnes, en fonction des besoins ressentis et exprimés. Il y a un présupposé nécessaire : celui de vérifier la bonne volonté des personnes à considérer l'autre comme un interlocuteur, un locuteur, un acteur au même titre que soi. Les personnes peuvent être amenées à réfléchir à ce qu'elles pourraient porter à l'extérieur, dans quelles conditions, à quelles fins... Il peut être question de sonder la difficulté des personnes à accepter la notion de confidentialité.

Il s'agit donc d'élaborer un cadre commun pour garantir les conditions nécessaires au travail de médiation : «De quoi avons-nous besoin pour protéger ce lieu des pressions extérieures ? De quoi avez-vous besoin pour pouvoir vous exprimer en confiance, pour échanger, débattre, garder vivant le débat, pour ne pas bloquer ou dévoyer le travail...» ?

Une fois le cadre co-élaboré, chacun devient responsable de protéger le lieu et le temps de rencontre des pressions intérieures et extérieures. En cela le médiateur familial et les personnes peuvent être amenés à aborder et énoncer les pressions qui s'exercent sur eux au cours du travail et à envisager comment y résister.

La confidentialité est un engagement éthique (elle engage les acteurs de la médiation, et au-delà peut avoir des incidences sur d'autres personnes). Il serait question d'y faire référence dès le début du travail et quand c'est nécessaire.

La confidentialité est aussi liée à la confiance, en soi, en l'autre; à la confiance dans le médiateur et son dispositif; elle participe à la confiance à re-trouver, à re-construire.

Elle est en lien avec la notion d'autonomie (les personnes se sentent-elles responsables, dans la capacité de dire, de discuter, de décider ? Sont-elles «mandatées» de l'extérieur; ont-elles besoin de soutien, d'étayages – trouvés à l'extérieur si la sécurité à l'intérieur n'est pas suffisante ? Dans quelle mesure ce soutien peut-il être accepté dans la rencontre de médiation ? ...

- Protection du «dehors»

Les médiateurs familiaux et leurs associations de regroupement ont travaillé pour une reconnaissance de la profession. Ils ont sollicité l'aide financière de l'Etat, dans l'objectif de pérenniser les services offerts, de mettre ces services à la portée de tout public, d'assurer la rémunération des médiateurs. Cette aide s'accompagne d'un contrôle exercé sur la dépense des finances publiques.

Cette réalité est donc à porter à la connaissance des personnes qui recourent aux services de médiation (information orale, informations écrites / subventions précisées sur les brochures, dans les engagements ...).

Quel sens prend cette aide publique pour les médiateurs ? La médiation est-elle un service public (régulation de la santé mentale des familles ? prévention ? ...) ou est-elle une émanation de la société civile; un lieu qui prendrait son origine dans la capacité de création des liens émanant de la société civile – les avis des membres de la commission sont partagés ! (Nous pouvons ici faire référence à un ouvrage intitulé : «avons-nous encore besoin de tiers ?». Si l'instituteur, le juge, le policier, le travailleur social jouaient leurs rôles de tiers, aurions-nous tant besoin de médiateurs ?)

Etait-il nécessaire d'instituer, institutionnaliser la Médiation Familiale ? N'avons-nous pas pris le risque de déplacer la reconnaissance de la légitimité du médiateur des acteurs de la médiation vers les institutionnels ?

Les écrits de contrôle, statistiques, attestation sur l'honneur...CAF...justice...

Illustration - Réflexion d'une médiatrice familiale

Le financement des services de médiation (par le biais des conventionnements et la prestation de service versée par la CAF) et les exigences (contraintes?) qui en résultent.

La CAF a évoqué l'idée (il s'agissait de pistes de réflexion et non d'une décision définitive) de proposer aux services de médiation conventionnés d'avoir accès aux données relatives aux ressources des allocataires pour déterminer le montant de la participation des personnes reçues en médiation en fonction de la tranche du barème correspondant.

Un médiateur leur a dit spontanément que cela ne lui semblait pas correspondre aux principes de la médiation et j'ai dit la même chose, cela allant à l'encontre du principe de responsabilisation des personnes prôné par la médiation. Ce n'est pas aux médiateurs ni aux services d'aller chercher des infos sur les revenus des personnes mais à eux de les apporter.

Cela dit, cette question pose celle plus générale des moyens que doivent mettre en œuvre les services pour justifier le montant de la participation des familles (simple attestation sur l'honneur, avis d'imposition, salaires des 3 derniers mois...?).

Je pense personnellement qu'il faut intégrer et accepter le fait que dans la mesure où les services bénéficient de fonds publics, ils sont garants de faire état de leur utilisation et par conséquent d'être à même de prouver, si besoin est, selon quels critères les prix des entretiens ont été proposés aux personnes reçues.

Mais du coup, il convient de s'interroger sur les conséquences de ce mode de fonctionnement :

- les services perdent-ils de leur indépendance ?
- comment préserver les postulats de la confiance et de la responsabilisation des personnes reçues en médiation qui fondent notre travail ?

Enfin, cela pose une question encore plus générale, qui consiste à se demander si cette «institutionnalisation» du financement des services de médiation (qui, on le sait, avait pour objectif principal d'assurer pérennité et sérénité à la médiation familiale) ne va pas, à terme, "polluer" les rapports des services de médiation entre eux, avec par exemple la tentation de déclarer un nombre d'entretiens ne correspondant pas à la réalité pour rentrer dans les objectifs fixés par la CAF et continuer de percevoir la prestation de service. Et toute la question de la concurrence que cela induit...

Réflexions complémentaires de la commission éthique

Ces demandes institutionnelles d'écrits mettent-elles à mal l'indépendance du médiateur et le processus de médiation ? Qu'est ce qui est négociable et qu'est ce qui ne l'est pas ? Qu'est ce qui est contrôlable et non contrôlable ? Aujourd'hui, il est encore temps de renvoyer à la CNAF les dysfonctionnements de ce système de contrôle de dépense de l'argent public.

Qu'est ce qui est instrumentalisable et par qui ?

La médiation est-elle hors la loi ?

Peut-elle couvrir des escroqueries ? (Médiation comme «alternative» à la justice ?)

Comment le médiateur familial réagit-il lorsqu'il est instrumentalisé par le client ? Il lui renvoie, lui reflète le problème (exemple de l'escroquerie à la CAF); il ne peut être complice, témoin d'une escroquerie – Il doit arrêter la médiation.

Comment le médiateur familial réagit-il lorsqu'il est instrumentalisé par l'institution ?

Qu'en est-il de la dépendance du médiateur par rapport à son institution ? Si le médiateur est indépendant, il se réfère à sa propre éthique; s'il est salarié d'une institution, il se réfère à sa propre éthique et aux règles déontologiques de l'institution dans laquelle il travaille.

Si les personnes sont aidées financièrement pour réaliser une médiation, elles acceptent qu'un contrôle puisse avoir lieu. Le choix est à présenter par le Médiateur.

Confidentialité et Ecrits en médiation

Les écrits font trace; moins il y a d'écrit, plus nous pouvons garantir la confidentialité. L'écrit peut sortir de la médiation : à qui appartiennent les tableaux de papier, les dossiers ? ... «A la médiation» répondent les membres de la commission. Il s'agira de décider dans le creuset de la médiation de ce qu'il adviendra des écrits produits en son sein.

Les écrits font partie du travail de médiation – les écrits font trace du travail, de la progression, du processus, du chemin parcouru; ils peuvent être portés à l'extérieur de la médiation avec l'accord de tous et font partie du travail même de médiation (élaboration, réflexion, sens; situation dans le temps et dans l'espace).

La confidentialité et les stagiaires (médiateurs en formation)

Il y a une nécessité de charte commune entre employeur, tuteur, stagiaire et organisme de formation concernant des règles à respecter lors du stage, en particulier dans le respect de la confidentialité concernant les séances de médiation. Faut-il que ce soit des praticiens, des personnes différentes des formateurs, qui travaillent sur le retour des matériaux recueillis dans le lieu de la formation, lors de séances d'analyse de pratique organisées dans un cadre de confidentialité et de respect ?

2 - Question d'une médiatrice familiale

« Dans un groupe d'analyse de la pratique, une médiatrice est à la fois médiatrice praticienne et vice-présidente de l'association. Elle n'en a rien dit dans le groupe. Certaines médiatrices du groupe sont salariées de cette association – donc dans un lien de dépendance vis à vis de cette personne.

Réponse de la commission :

L'analyse de la pratique repose sur la confiance mutuelle entre les participants, la libre expression, la transparence, le libre questionnement institutionnel, la confidentialité du lieu, l'indépendance professionnelle de chacun. Elle ne permet donc pas d'être à la fois «juge et partie» et à deux niveaux - dans l'organe décisionnel, hiérarchique de la structure et comme simple participant du groupe - médiatrice praticienne.

3 - Questions autour d'un débat qui a eu lieu au sein de l'APMF

A propos de l'article de loi concernant l'audition de l'enfant et de la proposition d'un magistrat de «faire entendre les enfants par des médiateurs».

Comment interpréter cet article ?

Suite à la demande du magistrat, quelle réflexion pouvons-nous mener ?

Les médiateurs familiaux se sentent-ils concernés ?

Point de vue de la commission

De quelle place parlons-nous ? Nous n'avons pas à discuter d'un article de loi – Distinction entre dicter des textes de loi (groupe de pression /) et analyser des textes de loi; nous avons une certaine neutralité à observer concernant les «conceptions de la famille».

Le médiateur doit, par ailleurs, préserver son indépendance par rapport aux demandes du magistrat.

Concernant la demande du magistrat, membre de l'APMF; ce qui peut être rappelé, c'est la nécessaire indépendance du médiateur par rapport à la demande du Juge. La question de la place de l'enfant dans la médiation pourra être débattue, réfléchie lors du colloque de janvier. La commission Ethique proposera un atelier de réflexion lors de ces journées.

Ethique de questionnement et questionnement d'une éthique

Emile RICARD
Médiateur familial diplômé

Depuis 1995, date de la constitution de la Commission Ethique de l'APMF, une équipe de médiateurs professionnels praticiens est en réflexion continue au sujet de l'Ethique de Médiation à travers une recherche qui interroge à la fois la notion d'éthique et à la fois l'expérience pratique des séances de médiation.

Questionnement difficile. Il a pour but de nous faire prendre conscience de l'importance de la présence d'une éthique au sein même de notre pratique personnelle à chacun. Faut-il savoir de quels éléments se composent cette éthique et comment elle nous oriente, nous influence sur le terrain réel de notre pratique professionnelle de médiation au quotidien.

Nous savons que le cadre éthique sert de référentiel pour décliner la déontologie professionnelle de médiation, de médiateur.

En 2003 nous avons finalisé (provisoirement) nos travaux dans l'élaboration d'un Livret sur l'Ethique de médiation familiale.

Ce livret a-t-il un impact sur les médiateurs familiaux ? Sur la pratique de chacun ? Comment ? C'est à voir de plus près.

Pour commencer une question s'impose : qu'est-ce que l'Ethique ? Il apparaît que son contenu se situe du côté des valeurs, des limites, des influences, des éléments de philosophie morale dont nous sommes personnellement porteur et qui vont nous faire faire tel ou tel choix dans notre conduite, notre comportement, notre réaction, notre jugement, notre analyse dans une circonstance donnée.

Pour un médiateur il va falloir qu'il opère un passage de son éthique personnelle privée à son éthique personnelle professionnelle. L'une et l'autre sont liées mais distinctes. Elles ne recouvrent pas la même chose.

Une difficulté réside dans cette distinction. Quelle éthique fonctionne spontanément en moi quand je suis dans ma vie privée et quelle éthique fonctionne dans ma vie professionnelle quand j'ai la responsabilité d'assurer la gestion et la qualité du dispositif de médiation et en même temps l'accompagnement des personnes dans ce dispositif ? La réponse semble évidente et cependant elle ne l'est pas dans une pratique professionnelle de médiation familiale quand nous l'analysons finement.

Une attention essentielle m'est demandée : veiller à ce que tout au long des séances les protagonistes conservent leur autonomie de pensée, de parole, de choix, de décision, de liberté ET de responsabilité vis à vis de la situation dans laquelle ils sont parents où à une autre place.

En tant que médiateur je suis confronté à mes capacités (et à leurs limites) à percevoir le cheminement de réflexion de l'autre, de le favoriser, tout en limitant

autant que faire se peut ma propre influence sur ce cheminement mais plus encore envers les décisions qu'ils veulent prendre dans leur situation.

Autrement dit mon rôle n'est pas d'influencer l'autre sur le contenu de son raisonnement mais bien plutôt en amont, comment lui apporter, lui proposer des conditions favorables au développement d'une réflexion partagée avec l'autre protagoniste dont va découler leurs prises de décision commune (ou pas) entre eux. Cela concerne tout d'abord le lieu qui devrait être sécurisant, calme, propice à la réflexion, à la recherche d'écoute, de reconnaissance de soi et de l'autre en tant que protagoniste. C'est là que ma personne en tant que professionnel devrait être dans un état d'attention, d'accueil, d'écoute, d'apaisement, de congruence, d'empathie mais aussi d'une bienveillante fermeté pour endiguer, canaliser, structurer l'espace/temps contenant ou sensé contenir.

Nous savons en tant que professionnel combien les personnes qui «entrent en médiation» sont souvent dans un état de souffrance extrême, d'inquiétude profonde, de désorientation qu'il n'est pas souhaitable de laisser «exploser»...

Nous ne devons pas laisser advenir «la scène de ménage» qui immanquablement nous place comme «voyeur» passif d'un combat mille fois répété et stérile. Parfois cela arrive et nous sommes confrontés à une prise de pouvoir nécessaire pour y mettre un terme.

Il est cependant très utile aux protagonistes de laisser sortir leurs émotions. Alors comment transformer ce qui s'exprime sous forme de «scène de ménage» en un travail émotionnel à la recherche d'un sens nouveau ? Faut-il encore que le professionnel sache comment accueillir et structurer la communication à ce niveau là. Il s'agit d'aller dans une direction qui permette qu'à un moment donné le travail de réflexion sur les éléments amenés soit possible. Cette tentative concerne la responsabilité du médiateur.

Le médiateur se nourrit au plan éthique de sa propre histoire familiale, de son enfance, de son milieu d'origine, de ses croyances (religieuses ou pas) de ses valeurs, de ses expériences d'adulte comme parent ou comme conjoint ou comme célibataire...

Il s'agit pour lui de prendre conscience de ce bagage qui n'a rien de naturel, d'évident. Ensuite il s'agit de laisser pénétrer dans ce bagage des notions professionnelles telles que la résilience, l'empathie, l'écoute, la non-directivité, la présence active sans s'activer à faire faire, ni à faire...

Ce nouveau bagage se développe avec la/les formations successives et la maïeutique avec l'expérience professionnelle de terrain enrichie par sa propre expérience privée et inversement.

L'influence de la notion de médiation avec son contenu, la connaissance et la maîtrise du dispositif sont décisives. Puis vient (ou pas ?) lentement la nécessaire humilité devant les faits, les autres, soi-même et ce que je crois et ne crois pas... Laissant plus de place à l'absence d'interprétation et au silence, à de la présence qui s'approche d'une expérience de vacuité...

L'éthique ne s'arrête pas là.

Elle n'est qu'un tout petit bouquin au fond d'un tiroir poussiéreux si nous ne l'activons pas dans un partage avec les autres.

Jusque là j'étais seul à considérer l'expérience en question. Il m'était commode de me raconter ce que je veux voir, croire, entendre...dans ma propre observation et d'écarter plus ou moins consciemment ce qui est obscur, flou, problématique.

Plusieurs conditions sont nécessaires pour activer une dimension éthique qui va pouvoir m'aider à aller plus avant. Voici quelques exemples :

- Trouver les conditions pour parler, échanger, réfléchir avec d'autres médiateurs mais aussi en même temps avec un tiers extérieur reconnu comme tel.
- Accepter d'interroger ma pratique devant des médiateurs impliqués comme moi dans le groupe.
- Accepter que d'autres m'interrogent, m'interpellent même si cela me dérange.

Vous l'avez compris je veux parler ici d'analyse de pratique/supervision.

Sans ce travail régulier il n'y a pas d'éthique «actualisable» ni actualisée. Le rythme de ce travail et le nombre de personnes présentes est à interroger. Ce n'est pas la même chose si je fais 5 médiations par an ou 25. Je n'aurai pas le même besoin, la même nécessité pour activer, actualiser une dimension éthique de mon travail à travers la présentation de séance où je suis directement impliqué.

Pour illustrer mon propos je vais maintenant tenter de décliner quelques aspects pratiques de l'activité de médiation qui touche directement sa dimension éthique :

- Les acteurs, les protagonistes, sont libres de s'engager ou pas dans une médiation.
- Ils peuvent mettre un terme à la médiation.
- Le médiateur se doit de le faire si l'éthique de médiation n'est pas actualisable.
- Certains protagonistes pensent qu'ils ont trop à perdre de leur position favorable de départ et ne viennent pas en médiation de ce fait, ou y viennent sans s'y impliquer.
- Le médiateur estime que l'éthique de médiation n'est plus respecté ou actualisable.
- Certaines personnes n'ont plus leur libre arbitre.
- Certaines personnes n'arrivent pas à s'engager ou à s'impliquer même au bout de plusieurs séances
- Certaines personnes sont tellement peu structurées que la confidentialité du contenu des séances n'est pas respectée et cela multiplie les conflits et les tensions familiales.
- Certaines personnes viennent en médiation car c'est l'unique occasion pour elles de rencontrer l'autre.
- Le travail nécessaire de réflexion n'entre pas dans leur projet actuel, leur besoin.
- Certaines personnes viennent en médiation pour que le médiateur trouve les solutions à leur place. Malgré nos efforts ils n'arrivent pas à se défaire de cette demande et ne peuvent se mobiliser eux-mêmes en prenant leurs responsabilités dans la situation et/ou au cours de la séance elle-même.
- Certaines personnes sont inaccessibles à la mobilisation de leur liberté ET responsabilité dans le processus-tiers.
- Certaines ordonnances des Juges aux Affaires Familiales (JAF) demandent que le médiateur fasse un rapport sur la médiation ce qui est antinomique avec la confidentialité de médiation et le pouvoir et la responsabilité des

protagonistes en médiation. L'éthique et la déontologie sont contraires à l'existence de ce rapport tout comme la loi qui indique seulement que le médiateur doit informer le juge en cas d'arrêt de la médiation non mené à terme, ou s'il a des difficultés à mener sa mission.

- Indiquer au JAF quel protagoniste est à l'origine de l'arrêt de la médiation instrumentalise gravement la médiation dans le jeu de pouvoir des avocats en recherche d'argument. La médiation n'a pas sa place dans cet enjeu. Cela nuit à sa reconnaissance et déforme son impact aux yeux des protagonistes.
- Si la médiation est une expertise la grande différence avec les autres expertises réside dans le fait que les experts sont les protagonistes eux-mêmes.
- Si le médiateur retrouve dans une situation vécue par les protagonistes sa propre expérience personnelle, il peut se retrouver en grande difficulté pour que la médiation demeure neutre et impartiale. Il doit alors se faire un devoir de présenter au plus tôt son travail en analyse de pratique.
- La particularité de l'éthique de médiation c'est qu'elle n'est jamais acquise d'avance. L'après-coup devient très utile et nécessaire pour en découvrir sa teneur, ses implications et son questionnement toujours à réinterroger. C'est là que l'analyse de pratique/supervision est pertinente et utile.

L'éthique

Jacqueline CAYLA

Depuis quelques années, la médiation est sur la place publique : le terme est utilisé fréquemment dans des champs et des contextes si différents qu'il peut être bien difficile de se repérer.

En effet ce terme est polysémique : il peut être

- synonyme « d'intermédiaire », un intermédiaire passif, humain (le facteur), objet (le livre),
- synonyme de coordination (le coordinateur ayant alors une action sur des rencontres de personnes réunies pour des finalités communes),
- synonyme enfin de facilitation de communication, de négociation, de création de liens, de réparation.

Et c'est là que nous trouvons la médiation familiale; celle-ci pourrait être un « club méd » si elle n'avait deux exigences de départ : une situation conflictuelle ou une difficulté de communication et le libre choix des médiés de venir en médiation.

De plus la posture est singulière puisque le tiers médiateur se doit d'être confidentiel, impartial et indépendant, sans pouvoir de décision mais formé aux techniques de communication et de négociation.

Le « ion » (de médiation) crée un processus bien défini qui permet dans un espace garanti, sécurisé, d'aborder les positions de chacun, de faire émerger leurs émotions, de les respecter et de leur permettre de se sentir reconnu, apaisé et de pouvoir écouter l'autre avec ses positions différentes, ses émotions inconnues alors plus compréhensibles.

Permettre de s'écouter, de mieux discerner les besoins de chaque membre de la famille les amènera à des accords viables pour chacun.

La médiation est là pour aider à la naissance de solutions.

La loi, les lois, s'appuyant sur les valeurs actuelles et les nouvelles structures familiales ont permis un partenariat, une meilleure connaissance, un début de reconnaissance de la médiation familiale.

Nous avons des règles déontologiques, nous avons obligation de participer à l'analyse de pratiques ou à une supervision ; nous nous sommes professionnalisés grâce aux travaux du Conseil national Consultatif, nous avons un référentiel professionnel, nous avons étendu nos interventions non seulement au niveau des ruptures conjugales mais aussi aux conflits parents/enfants, parents/grands-parents, fratries, dans les successions, etc... Depuis 1998, quel chemin parcouru !!!

Mais, nous ne venons pas à la médiation par hasard : être médiateur, c'est s'engager et cela suppose une éthique particulière qui va peser ou du moins auréoler nos relations professionnelles ou du moins en être le fondement.

L'éthique est particulière à chacun de nous ; elle est en nous, elle vient d'une réflexion sur le sens de notre vie, sur les comportements à adopter, sur la conduite de son existence dans un monde donné que l'on souhaite le meilleur.

Elle est ancrée dans les valeurs, valeurs extraites de nos familles références, ou/et construites dans nos parcours de vie à partir de nos modèles, de nos manques, dans notre vie intérieure, dans les différents dialogues entre nos relations aux autres, nos expériences telles que nous les avons vécues, appréciées, bonnes ou mauvaises, insignifiantes ou admissibles, dignes ou non d'être suivies, imitées, écoutées.

La teneur de ces valeurs va engendrer des aspirations, un projet de vie plus ou moins idéalisé, plus ou moins applicable.

Pour le médiateur familial, ces valeurs apparaissent comme étant le fondement de notre engagement dans la création d'un certain type de lien social.

Il n'est pas inutile de les évoquer (et en particulier de bien les vérifier lors des examens d'entrée dans les centres de formation)

- respect et confiance dans toute personne, en ses capacités d'évolution et ses compétences («capacité infinie de surprendre»); la personne est sujet singulier, centre de décision, capable de trouver ses solutions, «être pensant et agissant».

Il faut pour cela que le médiateur ait déjà confiance en lui-même et qu'il soit en capacité de gérer le conflit.

Il est évident que, dans un parcours de vie, chacun de nous a des moments douloureux, anxieux, de doutes internes, externes (nous ne sommes pas toujours le même), que ceux-ci doivent être repérés comme des moments passagers parasitants (par la supervision, par exemple, par l'autobiographie raisonnée, par l'introspection); mais, il n'en demeure pas moins que dans sa structure (être soi-même), les valeurs d'humanité doivent être présentes.

Cette conviction est essentielle pour un travail sur l'estime de soi et la responsabilisation de chacun.

*Conviction également que la famille, en particulier les parents, ont un rôle prépondérant dans le développement psychoaffectif de leurs enfants, dans leur socialisation : familles fonctionnant sur le mode associatif, familles fermées, nouvelles familles dans leur diversité et avec leurs choix de vie restent des repères essentiels que le médiateur possibilise dans une démarche d'équité.

Cette approche permet au médiateur de mettre en œuvre non seulement un processus permettant à des parents de négocier ensemble pour reconstruire leur fonction mais également de créer d'autres outils d'accompagnements comme des groupes de paroles de parents, des groupes de transmission générationnelle, etc...

Fonction parentale essentielle avec l'affirmation de la co-parentalité, de l'égalité des genres, de la complémentarité indispensable à « l'intérêt de l'enfant ».

*Conviction enfin que la médiation est un mode de règlement du conflit efficace, un modèle de communication qui a sa place dans la cité car elle permet d'établir de la compréhension, du lien et de la solidarité.

Ce sont ces valeurs basiques qui feront des médiateurs solidaires entre eux, authentiques, dignes et compétents.

Le médiateur familial en quête d'une juste distance : ... un funambule...¹

Renée ROY-ROBINET
En formation à la médiation familiale

GENESE

...Une jeune femme est venue en entretien d'information à la médiation suite à la « demande » de ses petites filles qui souhaitaient revoir leurs grands-parents maternels, qu'elles ne voyaient plus depuis deux ans. Elle, ne voulait pas revoir ses parents et très rapidement, peu après avoir précisé que ceux-ci avaient failli détruire « sa » cellule familiale, elle a déversé, tel un barrage se rompant : sa souffrance, ses émotions, ses griefs, ses questions. Je fus surprise par ce débordement, avec le recul, aujourd'hui, je sais que je n' « écoutais » pas en tant que médiatrice, j'ignorais encore ce que c'était. La souffrance, le vécu de cette jeune femme, me renvoyaient des questions, c'était confus : De quelle place écoutais-je ?

J'étais en recherche d'une position que je ne trouvais pas. Cependant, ce dont j'étais convaincue, c'était de ne plus être dans une juste distance.

Ce cas ne restera pas isolé. J'ai ressenti à différentes reprises des difficultés à être « juste » dans mon écoute malgré ma très grande attention et me semblait-il, ma grande disponibilité.

En effet, parfois il y avait un mot, une attitude, un regard, un geste, une émotion exprimée ou contenue... ce « quelque chose » qui dérange mais on ne sait quoi, et dans ces moments là, je m' « efforçais » de chasser très vite cette impression.

Peu à peu, au fur et à mesure de mon stage, beaucoup de questions se sont imposées : qu'est-ce qui provoquait, parfois, ce « quelque chose » en moi ? Devais-je l'entendre ? Devais-je l'écarter ? Est-ce que cela concernait le contenu ? Les personnes ? ...Etais-je toujours impartiale ? Neutre ? Empathique ?

Pour le médiateur, comment « répondre » aux demandes de ralliement explicites ou implicites de l'un ou l'autre des protagonistes ? Comment résister à l' « appel » du contenu de la situation présentée ? Comment faire avec ses ressentis envers ces personnes ? ...

Au terme de tout ce questionnement je pourrais énoncer la problématique à l'origine de mon mémoire en une phrase : pour rendre possible l'acte de médiation, la posture du médiateur doit se fonder sur la recherche incessante d'une juste distance.

¹ Titre de mon mémoire en vue de l'obtention du diplôme de médiateur familial

LA DISTANCE EN QUESTION

Les problèmes de distance peuvent être interrogés :

- dans l'espace physique, être trop proche des personnes ou au contraire trop éloigné, par exemple, pour le médiateur être assis trop près / trop loin de celles-ci;
- dans l'espace psychique, être trop impliqué ou à l'inverse trop distant, par exemple, pour le médiateur être trop dans le contenu, le fond / pas du tout dans le contenu.

Ou encore, dans le contexte de la médiation, durant certaines phases du processus, certains contenus : vécus, paroles, attitudes, gestes, etc..., des personnes qui participent à la médiation, peuvent résonner chez le médiateur traduisant ainsi un registre conscient ou non conscient chez ce dernier. Même si ce n'est ni le lieu ni le moment pour s'y arrêter, il est, cependant, très important de ne pas ignorer ce signe dans le but de le travailler, plus tard, en supervision, dans sa singularité, ce qui favorisera l'enrichissement de cette connaissance de soi.

A tout moment, l'écueil est là : être soit dans le «trop» soit dans le «pas assez» ou le «pas du tout» qui éprouve toute la personne du médiateur.

Distance ? Par rapport à qui ? A quoi ? ... Aux personnes, à leur culture, leurs croyances, leurs valeurs, leurs émotions, au conflit, aux solutions, etc... Distance du médiateur par rapport à sa propre culture, ses propres croyances, ses propres valeurs, ses propres conflits, ses propres émotions. Cette liste est loin d'être exhaustive.

Le fruit de cette réflexion me renvoie à la problématique de la distance ou plus modestement peut-être de la juste distance lors d'interactions sous-tendues par la subjectivité de chacun.

Les personnes choisissant de venir en médiation peuvent progresser dans la mesure où le conflit peut être parlé, évacué, dépassé, en présence du tiers médiateur, induisant ainsi une mise à distance du conflit entre les protagonistes pour laisser place à un espace qui permettra le changement dans la relation.

L'oscillation, la recherche permanente d'une bonne ou juste distance questionnant le rôle du médiateur, traduit aussi la tension des valeurs qui fondent la médiation. Par exemple, l'impartialité et l'équilibre sont deux notions qui sont souvent en tension en médiation, parfois il est nécessaire d'aller «plus» vers l'une, momentanément, pour mieux revenir ensuite vers l'autre. Le médiateur, dans l'espace médiation est toujours pris en tension telle l'image du «médiateur funambule».

Comment le médiateur en tant que sujet peut-il discerner et maintenir une juste distance, dans sa place de médiateur, entre ces personnes en conflit ?

Pourquoi la recherche d'une juste distance est-elle fondamentale pour faire tiers ?

Cette notion interroge la position «entre» du médiateur qui conduit à une «triangulation». Le tiers médiateur doit être à «égale» distance des personnes, en dehors du conflit... et de plus, à «distance» de lui-même.

MON APPROCHE

Pour mettre en mots la recherche de la juste distance, j'ai choisi l'approche philosophique en ce qui concerne le cadre et le processus de médiation familiale.

Laurence Cornu² fait allusion au cadre qui instaure une limite libérant ainsi une dynamique. Or l'auteur, en s'appuyant, métaphoriquement, sur un « modèle » théorique, le modèle du vivant, énonce que ce « qui se met en marche » à partir du cadre, ce qui fait sens, correspond à un « processus de métamorphose »...

Ce qui fait limite : la loi, qui sépare le désir humain de ses excès, prend sens ici (en médiation familiale) dans la condition irréductible de ne pas blesser l'autre tant physiquement que verbalement,

Ce qui est un signe sensible : il y a symboliquement une place pour chacun et la disposition des « sièges » donne une « visibilité » sur la recherche de l'égalité et d'une « juste » distance»,

Ce qui fait signe : ce qui fait que cet espace contenant autorise la métaphorisation, la distanciation et l'élaboration de ce qui survient afin de le transformer en objet de représentation et d'échange.

Par cette démarche, j'ai souhaité orienter ma réflexion sur la position éthique du médiateur liée à un « savoir être » avant tout singulier et sollicité à chaque rencontre.

Ce mémoire est composé principalement :

- D'apports théoriques où divers auteurs m'ont permis d'approcher cette recherche de la juste distance, dans une première partie,
- D'une organisation théorico-pratique où sont articulés différents concepts inhérents à la notion de juste distance : impartialité, neutralité, empathie...aux exemples de situations vécues en stage ou encore d'extraits de témoignages de médiatrices familiales, dans une seconde partie.

De par sa richesse et sa densité, la seconde partie ne pouvait être résumée ici que de façon parcellaire, lui ôtant ainsi tout sens ou intérêt, c'est pourquoi je fais le choix de présenter seulement quelques passages des apports théoriques et certains éléments contenus dans la conclusion.

LES AUTEURS INTERROGES

SIMMEL dépeint la personne impartiale comme quelqu'un qui renvoie les exigences et les plaintes d'une personne à l'autre tout en ôtant la tonalité « passionnée », le subjectif entraînant la même chose chez l'autre personne. La *transmission* enlève tous ces « impondérables affectifs ». Cette tonalité affective assortie aux reproches, s'efface du contenu objectif, puisqu'elle est formulée et renvoyée par une personne impartiale, évitant ainsi une relation mortifère où la violence de l'un induit celle de l'autre et ainsi de suite.

La tâche du médiateur, pour l'auteur, consiste à : « ... une sorte de station centrale qui, quelle que soit la forme sous laquelle la matière du conflit y entre d'un côté, ne la

² Du processus au cadre « processus de symbolisation et symbolique du cadre », in *Ecrits et Manuscrits de la médiation familiale*, Paris, APMF, n° 2 sept. 2004

restituera de l'autre côté que sous une forme objective, et gardera tout ce qui en outre, entretient inutilement le conflit mené sans médiation³ ».

Edward T. HALL déclare en outre que l'homme ressent la distance de la même façon que les animaux, sa perception de l'espace est dynamique car elle est associée à l'action, à ce qui peut être réalisé dans un espace donné : *«... la plupart des mécanismes liés à la saisie des distances se produisent inconsciemment. Nous sentons les autres proches ou distants, sans pouvoir toujours dire sur quelle base nous fondons ce savoir. Tant d'événements se produisent en même temps qu'il est malaisé de sélectionner les sources d'informations qui déterminent nos réactions⁴ »*. Et de s'interroger sur l'origine de ces réactions : le ton de la voix ? L'attitude ? La distance physique de l'autre ?

La rencontre de médiation familiale, à chaque fois singulière, contient tous ces paramètres de « distance » : tant physique, psychique, consciente, non consciente, verbale, non verbale ; que sur la voix, le regard, la posture, les mimiques, les gestes, etc. qui s'invitent inmanquablement dans l'espace médiation auxquels il faut relier, les émotions, les projections, les « résonances » etc.

Quant à FREUD (1921), dans un ouvrage, il atteste la possibilité de transmission des affects par la suggestion et la contagion : *« le fait est que les signes perçus d'un état affectif sont de nature à susciter automatiquement le même affect chez celui qui perçoit⁵ »*. Il cherche à comprendre cet effet de contagion au niveau de la foule, en énonçant que même si, chacun de nous perçoit chez un autre un signe d'un état affectif, notre tendance à s'abandonner au même affect est « incontestable », cependant, le plus souvent nous résistons avec succès.

De même, FREUD se fonde sur l'observation des hommes, en général, et leur comportement affectif les uns envers les autres et suggère qu'aucun ne peut supporter de l'autre un rapprochement trop intime et pour ce faire s'inspire de la parabole, des porcs-épics transis, de Schopenhauer⁶ :

«Par un froid jour d'hiver, des porcs-épics, en compagnie, se serraient très près les uns des autres pour éviter, grâce à leur chaleur réciproque, de mourir de froid. Bientôt, cependant, ils sentirent leurs piquants réciproques, ce qui de nouveau les éloigna les uns des autres. Mais lorsque le besoin de se réchauffer les amena de nouveau à se rapprocher, ce second mal se renouvela, si bien qu'ils furent ballottés entre les deux souffrances jusqu'à ce qu'ils aient finalement trouvé une distance moyenne leur permettant de tenir au mieux». (Parerga et Paralipomena, II. Partie XXXI, Apologues et Paraboles).

Ce qui suit, émane de la synthèse du proche et du lointain, relative à l'étranger, dans le livre de Georg SIMMEL. Le paradigme dans l'histoire de l'économie, où l'étranger est représenté par le commerçant : *« ...la position d'intermédiaire [...], confère à l'étranger le caractère spécifique de la mobilité, comme celle-ci lui échoit au sein d'un groupe*

³ *Sociologie – Etudes sur les formes de la socialisation*, Paris, Puf, coll. Sociologies, 1999, p.134

⁴ *La dimension cachée*, Paris, Seuil, essais, 1971, p. 146

⁵ *Psychologie des foules et analyse du moi*, in *Essais de psychanalyse*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, p. 159

⁶ *Ibid*, p. 182

circonscrit, c'est en elle que vit cette synthèse de proximité et de distance qui constitue la position formelle de l'étranger : car ce qui est parfaitement mobile vient éventuellement en contact avec chaque élément particulier, mais n'est lié organiquement à aucun d'eux par des relations fixes de parenté, de voisinage ou de profession⁷.

Cette organisation de liens, peut être transposée dans l'objectivité de l'étranger : *« Comme il n'a pas de racines qui l'attachent aux composants singuliers ou aux tendances divergentes du groupe, il adopte globalement à leur endroit l'attitude spéciale de « l'homme objectif » [qui] ne signifie pas simplement recul et absence de participation, mais un composé spécial de proximité et d'éloignement⁸... ».*

Cette métaphore de l'étranger me semble pertinente au regard de la médiation familiale. La position du tiers médiateur « étranger » au conflit, aux personnes venant en médiation lui assigne, à cette place, une « mobilité » qui lui laisse une certaine latitude à aller vers chacune des personnes en présence, à juste titre, parce qu'il est distinct, extérieur à chacune d'entre elles. Nous retrouvons, ici, la logique ternaire du tiers.

Pour Claire DENIS, la position éthique, du médiateur : *« requiert d'être conscient de ses projections personnelles et de ses limites, des valeurs véhiculées par sa propre culture. Elle nécessite également d'être dans le respect de la pluralité des cultures et des fonctionnements familiaux et de travailler sur la bonne distance, celle qui permet qu'il y ait médiation et non pas manipulation⁹ ».*

Différents auteurs du livret AMPF ont intégré cette notion de distance dans la partie, *Ethique du médiateur*, où ce dernier est à la fois à distance de l'objet du conflit et des solutions inhérentes à ce conflit ; il se doit d'être dans un « agir juste » afin de garder cette distance.

EN CONCLUSION

Ainsi, le travail du médiateur est toujours en tension, tiraillé par le maniement des principes éthiques du cadre qu'il doit sans cesse ajuster.

Tel le funambule sur son fil qui, par « oscillations » plus ou moins amples, « rétablit » son équilibre, après avoir frôlé très souvent le déséquilibre : aller au-delà de ses limites. Ceci implique chez le médiateur une très grande souplesse.

Cette métaphore illustre très clairement ce tiraillement. Il peut s'agir de l'empathie et de la distance, mais ce pourrait être aussi impartialité et équilibre, ou encore confidentialité et non-violence, etc...

Discerner un écart en train de se produire permet de l'ajuster, tout en veillant également à ne pas trop s'écarter.

Une distance idéale, absolument « contrôlée », n'existe pas, elle est matérialisée par un mouvement ininterrompu qui ne s'acquiert et ne se reconquiert que par une

⁷ *Sociologie – Etudes sur les formes de socialisation*, op. cit.,

⁸ *Ibid*, p. 664/665

⁹ *La médiatrice et le conflit dans la famille*, Ramonville Saint-Agne, Erès, coll. Trajets, 2005, p.171

approximation sans cesse renouvelée entre l'acceptation de ce qui nous est renvoyé par l'autre et une congruence avec « nos » propres ressources ou facultés.

Moult exemples de situations de médiation familiale soulignent que la distance qui s'impose est questionnée en permanence chez le médiateur dans ses résonances, son écoute empathique, ses connaissances, ses convictions personnelles, puisqu'il parle toujours de quelque part.

D'où le recours essentiel au cadre seul « garde-fou » contre toutes les « tentations » ou dérapages possibles de l'être humain faillible qu'est le médiateur familial dans cet espace

Ecouter c'est aussi « s'écouter », sans toutefois se laisser envahir par ce « bruit de fond » interne au risque de ne pas écouter l'autre. Peut-être s'agit-il d'accuser réception de ce bruit de fond, ne pas être tenté de s'y arrêter, pour le travailler en dehors ?

Cette posture du tiers médiateur impartial ne peut s'établir qu'en toute conscience, elle se construit, se pense, s'instaure dans une relation « ternaire » extériorisée, revendiquée et en quelque sorte « artificielle »

Cet artificiel n'est pas une écoute très ou trop distancée, cachée sous une carapace où des mécanismes de défense peuvent entraver l'écoute. Si ce qui vient de l'autre nous gêne, nous pouvons être tentés de l'éluder, d'arrêter ou d'orienter le récit des personnes.

Le médiateur familial, pour rester tiers, doit faire preuve de lucidité, s'autoriser à regarder en soi, en toute conscience, pour discerner ce qui s'y passe. C'est pouvoir être capable de se remettre en question et d'entendre que ce qui est « atteint » vient de soi. Cette lucidité lui permettra de prendre de la distance et ainsi de parvenir à conserver sa place de tiers impartial.

Si la lucidité est absente, ne prend t-on pas le risque d'une trop grande distanciation ou à l'inverse d'une trop grande fusion ? Dans les deux cas, l'écoute est illusoire.

Cette notion de lucidité n'est-elle pas la meilleure « alliée » du médiateur familial pour (re)trouver la juste distance requise ?

Réponse au questionnaire sur l'éthique

Catherine MARCHAL

Médiatrice Familiale

Déontologie : c'est le dénominateur commun entre les médiateurs familiaux, ce sont des règles, écrites; elles fondent une profession : déontologie du médecin, de l'assistante sociale, etc...

Pour moi, l'éthique va beaucoup plus loin. Elle fait référence à des valeurs («mes valeurs») sur lesquelles je m'appuie dans ma vie personnelle et aussi dans ma vie professionnelle. C'est un peu «ma façon à moi» d'appréhender la médiation familiale : comment j'accueille la personne, comment je clos l'entretien.

Mes valeurs, ce sont aussi :

- L'acceptation a priori de la différence dans toute sa diversité,
- La reconnaissance de l'autre comme un interlocuteur valable,
- La capacité de chacun à faire un bout de chemin, une capacité à reconnaître que l'autre existe aussi et comme sujet.

Dans cette éthique je mettrais le fait que je suis très attachée aux mots simples, au «parler vrai» ou plutôt «parler juste» c'est-à-dire dans le concret, aux mots de la personne. Je n'aime pas les mots trop galvaudés, trop clinquants, trop larges. Cela est peut être dû à mon expérience antérieure de travail sur des quartiers dits sensibles.

L'éthique, c'est aussi m'interroger, me questionner : pourquoi suis-je intervenue comme cela, à ce moment là ? Je me contrains à essayer de ne pas élaborer de «plan de bataille», de manière à mettre «mes pas dans les pas des personnes» :

- c'est-à-dire suivre leurs souffrances, leurs mots, leurs cheminements, leurs rythmes, leurs temps,

- c'est-à-dire accepter de me laisser surprendre pour que cela devienne une expérience unique à chaque fois.

L'éthique me semble être dans une pensée philosophique des repères mais pas du tout des recettes à appliquer. Ces fondements éthiques deviennent une protection pour tous les acteurs de la médiation.

Je relis de temps en temps le livret éthique pour me rassurer : principes éthiques (p21) – éthique du médiateur (p30 à 34).

Par rapport à une situation qui m'a interrogée

M. demande une médiation car actuellement il est séparé de son épouse (temporairement), et a «besoin de faire le point». Premier entretien d'information avec M. seul. Proposition d'un entretien avec Mme seule (dans le cadre de l'équité). Au cours de ce dernier, Mme va révéler pour la première fois la présence de violences conjugales.

Après vérification avec chacun de l'intérêt d'une rencontre commune, une date est retenue. Je prépare l'entretien en me référant à la fonction de garant décrite dans le livret éthique.

Lors de cet entretien, je suis mal à l'aise. Mme ne nomme pas la violence conjugale. Mon malaise est dû au fait que je suis détentrice d'une information partagée avec un seul des participants. Cela me donne un pouvoir mais aussi une «forme de complicité» malgré moi avec Mme. Cela m'encombre l'esprit. Je dois «naviguer» dans l'entretien avec cette information. Le «parler-vrai» auquel j'ai fait référence plus haut (dans mon écrit) n'est pas là malgré les «perches» tendues à Mme.

Le fait d'avoir préparé cet entretien avec le livret m'a permis d'expliquer pourquoi j'arrêtais la médiation, le cadre (p.25) ne pouvant pas être respecté à ce moment-là.

Approche de la médiation

Le concept de médiation et ses enjeux

Philippe MERLIER
Philosophe

Le terme de « médiateur » apparaît au XIII^{ème} siècle : il provient du bas latin « mediator », de « mediare », qui signifie s'interposer, lequel provient de « medius » : ce qui est au milieu.

L'idée d'entre-deux est déjà présente dans l'Antiquité grecque (comme notion mathématique dans l'axiome II-3 d'Euclide, comme concept moral de médiété en philosophie).

La médiation peut avoir quatre sens :

1) C'est l'action de servir d'intermédiaire entre deux êtres ou deux termes.

2) Elle désigne l'action de servir d'intermédiaire entre un être duquel on part et un être auquel on aboutit, l'action de médiation produisant alors la condition du second.

Cette définition suppose un intermédiaire entre des termes dialectiquement ordonnés, ou hiérarchisés : dans ce cas le médiateur viserait à adapter un être à l'intention de l'autre, ou un monde à l'autre ; or les êtres humains n'ont pas le statut de nombres ordinaux, chacun est cardinal. La médiation sociale ne saurait donc se comprendre en ce sens sans devenir un dangereux moyen d'instrumentalisation. Il convient de remarquer que l'adjectif « médiat », qui s'oppose à « im-médiat », ne s'applique jamais à l'intermédiaire lui-même mais au premier terme.

3) La médiation peut désigner ce qui exerce ou constitue une médiation au sens 1. Elle a dès lors une dimension dialectique puisque chaque terme intermédiaire est une médiation entre deux extrêmes.

4) La médiation a enfin un sens théologique : c'est la fonction de l'incarnation (par exemple, le Christ incarne le lien, la médiation entre Dieu et les hommes).

Nous ne retiendrons ici que les sens 1 et 3. Mais ces deux définitions induisent déjà plusieurs questions : la médiation est-elle un milieu ? Un médiat ? Une forme d'intérêt à autrui ?

A) La médiation comme milieu : le milieu, *to métaxu* en grec, *medium* en latin, désigne le juste-milieu, l'intermédiaire au sens ontologique (entre l'être et le non-être chez Platon) ou au sens logique (il n'existe pas d'intermédiaire entre deux termes contradictoires : c'est le principe aristotélicien du milieu exclu : de deux propositions contradictoires, si l'une est vraie l'autre est fausse et réciproquement, sans qu'il y ait de troisième terme possible). Au sens moral, le juste-milieu désigne la vertu entre excès (par exemple le courage est le milieu entre la lâcheté et la témérité). Aristote estimait d'ailleurs que ce qui compte dans la Cité, ce sont moins les prescriptions de quelques législateurs que les vertus politiques de médiété (notamment la prudence,

la délibération et l'amitié) qui fondent le lien social. Au sens biologique, psychologique et social, le milieu est l'ensemble des phénomènes avec lequel un être vivant est en rapport (milieu organique).

B) Le médiat, par opposition à «l'im-médiat», porte sur ce qui est en relation avec autre chose par un moyen intermédiaire. Le médium désigne alors soit un moyen propre à la communication (le message au sens psychosocial), soit les mass-médias.

C) L'intérêt au sens de ce qui se situe entre les êtres, ou entre deux essences. Dans la pédagogie rousseauiste, la principale règle consiste à n'enseigner les choses que dans la mesure où l'enfant s'y intéresse et désire les apprendre de lui-même.

Je propose de définir la médiation comme une «inter-essence», une relation entre deux essences, entre deux définitions de soi à réinventer.

La médiation dans l'intervention sociale peut concerner le milieu au sens moral, le médium au sens psychosocial et l'intérêt au sens pédagogique. Elle n'est pas un simple relais car ce n'est pas une transition neutre ni un simple passage d'information.

Le médiateur peut intervenir avant le juge ou le thérapeute auquel il passe le relais ensuite, mais son rôle de conseiller ne se réduit pas à ce passeur de relais.

La médiation ne saurait se réduire au médium ni au médiat. La compréhension d'une notion étant inversement proportionnelle à son extension, il est difficile d'en cerner une définition stricte et minimale.

I. Extension et compréhension de la médiation

On assiste aujourd'hui à une prolifération des services et des professionnels de la médiation : médiation familiale civile et pénale, médiation sociale, interculturelle, éducative, dans la justice, dans l'Education nationale, dans la DRH des entreprises, etc. En Belgique, il existe un magistrat de presse chargé de la médiation entre la justice et les mass-médias et même un conseiller laïc payé par l'Etat pour jouer le rôle du prêtre ou du pasteur : un médiateur entre le politique et religieux.

Le premier problème qui apparaît dès lors, c'est que d'une part on ne peut que se réjouir de la création de nouveaux emplois et services de promotion du lien social, et que d'autre part on doit s'interroger sur la nécessité, pour notre société, de recourir à la création d'espaces pacifiés au sein de l'espace privé, de terres neutres entre belligérants sociaux, de zones diplomatiques édifiées au sein de la société civile. Car le médiateur ne saurait se réduire à un modérateur étatique et son rôle ne doit pas être celui d'un cordon sanitaire qui maintienne une apparence policée ou un statu quo, pour désamorcer les conflits sociaux ou minimiser les tensions communautaires. C'est le problème politique essentiel de l'instrumentalisation de la médiation. Le premier prescripteur de médiation familiale, le Ministère de la Justice, demandeur des mesures pour 62 %, verse moins de 10 % des subventions. Il délègue le financement aux départements et à près de 200 associations. La CAF reste le principal porteur de médiation familiale, même si un financement multi partenarial se met en place (Justice, DDASS, Conseil Général, MSA). On a donc affaire ici à un problème d'économie politique.

Au-delà de ce problème politique, c'est la question de notre rapport au temps et à la liberté que pose la médiation en général. Notre rapport au temps car l'avenir se médiatise dans le présent. Par exemple, un éducateur de prévention spécialisée doit essayer de rendre actives les personnes qu'il accompagne dans la durée : être soi et se forger une identité prend du temps et l'avenir travaille lentement à se faire jour dans le présent. Trouver un emploi pour se délivrer du besoin, tenter une réconciliation pour dépasser la rupture, décider d'agir pour sortir de l'inertie supposent du temps.

La médiation instaure du délai qui permet au sujet d'identifier ses choix et de prendre conscience qu'il n'est pas irrémédiablement déterminé par son milieu.

Le médiateur contribue à la résilience des sujets.

D'où le rapport entre médiation et liberté. La médiation doit en effet ranimer la spontanéité et le dynamisme en envisageant un acte libre qui s'oppose à une existence qu'un présent obsédant prive de tout avenir. La volonté de la personne est alors essentielle : si et seulement si elle le veut, elle peut miser sur des possibilités d'agir autres que celles que son milieu social et sa condition actuelle prescrivent. C'est le pari que lui propose le médiateur, dont le but consiste tout d'abord à apaiser une situation de crise et à articuler ensuite différentes sphères sociales en créant des passerelles ou en rapprochant des milieux sociaux qui s'éloignent. Se sentir libre de changer suppose une maturation. On ne cesse de chercher à être libre et le temps ne cesse de s'accomplir. La médiation tente d'harmoniser ces deux mouvements.

II. Rôle et statut d'une profession de l'intermédialité

Une ambiguïté de la position de médiateur, c'est de nouer des liens avec divers milieux sociaux autres que son propre milieu de première socialisation et de tisser des relations avec les autres systèmes sociaux sans être prisonnier d'aucun d'eux. Comment être un tiers objectif ?

Prenons le cas de la médiation familiale. Historiquement, elle apparaît vers 1987-88.

1) L'idée vient du Canada et apparaît en France à l'occasion du congrès de l'UNESCO sur les conséquences de la séparation.

2) Les premières formations voient le jour, ainsi qu'un premier décret sur la médiation et la conciliation en 1995. Notons au passage que la différence n'est pas encore faite ici entre le médiateur, garant d'un cadre et d'un processus, et le conciliateur qui est un agent de justice disposant d'un pouvoir, dressant des procès verbaux et saisi par la justice (et non par les parties).

3) Puis vient l'ère du travail avec la famille, la politique familiale et le soutien à la parentalité en 1998. La médiation devient essentiellement une régulation et un soutien à la parentalité.

4) Aujourd'hui, elle vise une restauration du lien et de la communication. Le médiateur familial civil a acquis de haute lutte son indépendance, contrairement aux médiateurs inféodés à une institution et il peut refuser de rendre des comptes au magistrat. La médiation familiale est un service d'écoute, d'information et d'orientation des familles, elle repose sur une démarche amiable et volontaire qui s'adresse à tout membre d'une famille concerné par une rupture de communication, une séparation ou un conflit. La médiation vise la prévention de la rupture du lien

parental, des conséquences des conflits conjugaux et familiaux et la reconstruction du lien familial, le soutien à la fonction parentale, le rétablissement du dialogue conjugal, parental et familial, l'aide à l'organisation des relations et de la vie quotidienne au sein de la famille. La médiation familiale est une profession reconnue reposant sur un cadre législatif et dotée d'une formation. Les associations et le Comité Consultatif National d'Ethique ont défini les trois principes essentiels que sont l'impartialité, la confidentialité et la garantie du consentement volontaire et éclairé. La médiation n'est ni un conseil conjugal, ni une thérapie, ni une psychothérapie. Elle porte sur une courte période (de 5 à une dizaine de séances de 1 à 3 heures chacune) et repose sur des entretiens dont les objectifs sont fixés par les personnes concernées (par exemple la garde de chaque parent, les rencontres avec les grands-parents, le partage des biens, le calcul des charges, etc...) Les personnes sont considérées compétentes pour régler elles-mêmes leurs problèmes et en capacité de se reconstruire notamment dans l'intérêt des enfants. Il est nécessaire de distinguer clairement la médiation pénale et la médiation familiale civile. La première repose sur un délit et a pour finalité d'éviter la sanction pénale. Le médiateur pénal est un agent de justice soumis à une obligation du résultat. La médiation familiale en revanche ne vise pas de sanction, repose sur le volontariat des personnes, sur proposition ou non du magistrat. Mais comment refuser à un magistrat ? Le médiateur familial fait donc une re proposition à l'amiable, formulant une invitation et non une convocation.

Une fois les objectifs de la médiation fixés - ils doivent être réalistes et durables - ils peuvent faire l'objet d'un protocole d'accord signé par les deux parties.

Plusieurs problèmes méritent ici d'être soulevés. On peut s'interroger sur le statut de ce protocole : opère-t-il à la manière d'un contrat pédagogique comme pour les enfants récalcitrants, à la manière d'un contrôle social symbolique ? Est-ce un texte préparatoire à l'acte de divorce ? Est-ce seulement un engagement écrit qui se substitue à la promesse lorsque la confiance est rompue ? Le problème porte ici sur le bien-fondé d'une nouvelle contractualisation et sur le risque de régression à l'infini de la contractualisation. La psychanalyse montre par exemple qu'un acte de divorce n'annule jamais un acte de mariage mais s'y ajoute, sur le plan psychique. Les contrats s'empilent mais ne s'annulent pas. Le risque consiste donc à faire ce que j'appellerais un mille-feuille notarial de la vie psychique et au pire, à servir le négoce de la négociation. Car il y a là un marché, on voit prospérer des entreprises privées qui font commerce du média, du médium et de la production de médiation comme rentabilité sociale. Il existe de fait un risque d'exploitation économique de la médiation. Or pour la médiation familiale il n'y a et il ne doit y avoir aucune exigence de résultat. Qu'est-ce que le résultat en l'occurrence ? Ce n'est pas nécessairement un accord, contrairement à ce que recherchent les financeurs. Le médiateur n'a pas une exigence de résultat, mais seulement une exigence de moyens; il n'a pas une situation de maîtrise ni de pouvoir et doit savoir faire preuve d'humilité. Cela ne veut pas dire qu'il soit dépourvu d'autorité, au sens où l'autorité, qui vient de auctor, consiste justement à rendre l'autre acteur de sa vie.

Le médiateur est un tiers impartial. J'insiste : « impartial » et non pas « neutre » car la neutralité c'est l'indifférence. Le tiers impartial qui retisse du lien verbal et socio-politique dans l'échange ne prend pas parti pour l'un ou l'autre. Il aide les parties à trouver par elles-mêmes des solutions à leurs problèmes de vie pratique, parfois en attendant la décision du juge. Le juge peut ordonner une séance d'information sur la

médiation. Est-ce le juge aux affaires familiales qui, submergé de dossiers, délègue une partie de sa charge au travailleur social ? Quels sont les effets d'une telle parcellisation des tâches ?

Vise-t-on une véritable coopération des services sociaux et juridiques ? Ce mouvement n'accentue-t-il pas au contraire l'émiettement de la responsabilité juridique qui avait commencé avec la démultiplication des experts convoqués à la barre (médecins, psychiatres, «enquêteurs de personnalité» et autres...) -critique que faisait déjà Michel FOUCAULT dans «Surveiller et punir» - pour toucher aujourd'hui le médiateur ? Tel est le deuxième problème : celui de la responsabilité collective qui risque de s'étioler à mesure qu'elle est divisée.

Il ne faudrait pas que la médiation exonère les institutions (par exemple des organismes d'HLM) de leur responsabilité directe à l'égard des familles, des communautés et des populations. Autrement dit, l'identité du médiateur dépend de la ferme délimitation de son champ d'activité et du rôle qu'il tient dans la responsabilité publique, sans être récupéré par la politique sécuritaire.

Le médiateur aide à réfléchir sur la place de chacun dans la famille; il s'agit de définir les conditions concrètes permettant par exemple à un couple qui se sépare de maintenir une solidarité parentale. Les enfants assistent rarement aux séances, ils peuvent être invités ponctuellement ou à la fin, pour entendre l'exposé parental des décisions conjointes. Il n'est pas question de réinstitutionnaliser un conseil de famille là où l'autorité parentale s'est délitée, mais l'explication d'une décision n'en garantit pas systématiquement la compréhension. Comprendre n'est pas expliquer. Et là encore, s'il faut un temps pour expliquer – ce que la médiation permet - la «compréhension» (le fait de prendre avec soi, en soi, de s'incorporer le savoir) du sens reste à venir. La médiation en ouvre la possibilité et c'est bien là le sens de l'intérêt de l'enfant tel que nous l'avons défini au début. Mais en réalité une telle ouverture au possible représente à la fois une vertu et une limite de la médiation.

III. Approche de quelques limites de la médiation : le désir et le temps.

Désir et médiation

La médiation dans l'intervention sociale suppose nécessairement une adhésion libre des personnes. Cependant, le désir des personnes qui se séparent, par exemple, est évidemment antagoniste. Un conjoint a tourné les talons et désire se reconstruire, quand l'autre souffre et s'accroche. Mais aider le sujet à identifier vraiment son désir et à mesurer sa décision ressort déjà du champ psychologique ou thérapeutique, psychothérapeutique ou psychanalytique. Apprendre à ne pas transiger avec son désir ne se fait pas en quelques heures et représente un travail sur soi qui exige des années. La quête d'identification du désir peut être un but intermédiaire dans la médiation, mais elle peut en être la fin. La médiation peut travailler sur un désir occasionnel, sur un moment ou une forme aspectuelle du désir, mais pas sur le désir inconscient et profond du sujet. Paradoxalement, la médiation s'en tient à un rapport im-médiat du désir au besoin, elle redonne du jeu entre le je et son désir, mais n'a pas vocation d'explorer le «ça» en travaillant le désir à bras le corps comme dans la cure analytique. Ce n'est pas son objet, et elle n'en a pas le temps. Son approche du désir est donc partielle. C'est d'ailleurs une des raisons

pour lesquelles il y a une analyse de la pratique, les médiateurs familiaux se réunissant tous les deux mois pour faire le point, souvent avec un psychanalyste. Le temps est une autre limite inhérente à la médiation, et à plusieurs niveaux.

Primo, la médiation instaure un temps de dialogue qui doit composer avec les différents cheminements des personnes. Les séances peuvent être suspendues, interrompues, reprises. Le conjoint d'abord demandeur peut devenir réticent lorsque celui qui refusait la médiation commence à s'y engager vraiment.

C'est le paradoxe du lièvre et la tortue : celui qui part le plus vite peut arriver après celui qui traîne, l'anticipe paradoxe de Zénon revient ! La question est alors : comment, et surtout, quand réunir des attentes opposées ? Il y a sans doute l'intuition du moment opportun.

Secundo, il s'agit dans la médiation de donner une souplesse au temps de la loi. Il serait fertile de se fonder ici sur les belles analyses du temps judiciaire que fait Antoine GARAPON dans « Bien juger » (chapitre 2). Remarquons simplement que la médiation intervient avant l'acte légal, ou après.

Elle s'exerce avant l'acte légal, ou après. Elle s'exerce pénalement lorsqu'il y a infraction au droit de la famille (en cas par exemple de non présentation d'enfant, d'abandon de famille, de violence etc...). Il convient alors d'aider le couple à réconcilier son passé et son avenir, à lui rappeler la loi ou le principe de réalité, ou les deux, il s'agit de le ramener à son présent et à sa présence. Un tel projet exige une durée qui submerge nécessairement le temps des séances d'une mission institutionnelle, elle-même inscrite dans le temps social qui, par nature, est en inadéquation avec le temps du psychisme.

D'autres limites ou questions mériteraient d'être envisagées : dans quelle mesure le désir du médiateur lui-même ne suppose-t-il pas ce qu'il entend produire ? Dans quelle mesure son propre temps de travail peut-il s'adapter à la durée profonde des personnes et permet-il d'agir sur la maturation d'une recomposition familiale ou sociale ?

Un certain idéal du médiateur existe peut-être déjà dans certaines sociétés traditionnelles : le vieux sage des villages du Togo et du Bénin est un médiateur qui règle les conflits sociaux et familiaux. A l'aube, sous le baobab appelé « l'arbre à palabres », il concilie définitivement les deux parties. Les deux parties se considèrent toutes deux fautives et font appel au sage pour régler le problème sur le plan de la morale et de la coutume, très clairement séparé du plan juridique, alors que chez nous le conciliateur est un agent de justice. Dans ces sociétés de tradition orale, la parole du sage a plus de valeur que celle du Président de la République et le médiateur occupe une place centrale près de l'arbre. Il est lui-même au cœur de la cité. En France aujourd'hui, la médiation occupe une place plutôt décentralisée, comme l'émiettement de son financement en témoigne. Pourtant, le médiateur incarne peut-être ce qu'il y a de plus essentiel, de plus humain et aussi de plus fragile dans le travail social.

Car toute existence cherche un sens dans l'entre-deux : entre moi et l'autre, entre désir et réalité, crise et harmonie, Eros et Thanatos, entre hier et demain, entre ciel et terre, entre la naissance et la mort.

De l'éthique en rupture avec l'exclusive de la morale conventionnelle

Andrée-Geneviève VERNE

Psychanalyste

1) INSTINCT ET PULSION

La spécificité de l'humain s'avère être celle du langage. Le langage, ici, diffère radicalement de celui des abeilles, notamment, en ce qu'il s'avère spéculation sur la langue de son pays rapportée à d'autres langues. En outre chaque Un a, à son insu ou non, sa langue d'abord maternelle et enfin singulière, celle qui inclut sa propre parole.

En effet, nous ne parlons pas tous, loin de là, de la même manière, quoique nous parlions la même langue. Si nous parlions de la même manière, nous serions chacun "Tous". La communication dès lors s'avérerait aussi parfaite que ce que le langage des abeilles permet de cohérence quasi inéluctable. Côté communication -comme on dit -, l'homme est sérieusement en reste par rapport aux animaux et aux végétaux qui ne disposent que de codes pour passer leurs messages.

Ce que je viens de différencier radicalement, annonce une mutation. Si nous entérinons le constat de l'écart entre l'instinctif animal et le pulsionnel humain, il s'en suit que nous ne pouvons plus parler de l'humain comme espèce, sinon comme espèce d'espèce d'espèce, engendrement d'engendrement...

Dès l'instant, -qu'à chaque tournant pour chaque Un, à ses risques et périls-, il y a de l'invention, de la création de solutions originales possibles, alors la pulsion n'a plus rien de commun avec l'instinct qui, lui, est fixe, lié à telle espèce et relativement constant. Aussi bien, même la faim et la soif qui, soit disant, relèveraient du pur besoin, relèvent désormais du désir instillé par les signifiants, du seul fait que l'enfant d'homme naît dans un berceau tissé de la langue de ses parents et ascendants et qu'il n'est guère alimenté dès le départ sans l'accompagnement des dires singuliers de sa nourrice, aussi nécessaire à sa survie que l'air et le lait...

La différenciation entre instinct et pulsion que je propose de radicaliser comme mutation, est corrélative de l'écart fondamental qui se creuse entre la simple combinaison et la combinatoire.¹⁰

2) RUPTURE ÉPISTÉMOLOGIQUE

C'est par ce dernier écart que je nous propose de passer pour commencer à éclairer la rupture dite épistémologique¹¹ entre une logique, celle, par exemple, de la morale conventionnelle et un degré autre de logique qui caractériserait l'éthique.

La logique conventionnelle, à l'instar de la logique de l'instinct, demeurerait plus ou moins fixe, avec la réponse adaptée en situation. Tandis que la deuxième, celle de l'éthique, au fait de la mutation proposée, entre instinctif et pulsionnel, s'en émanciperait, renouvelable des remises en cause de la "Chose"¹² à la "discrétion" des disciplines singulières.

Une combinaison relève du terme à terme, c'est à dire de l'exclusive de la relation de cause à effet, l'exemple le plus trivial reste celui de la clé adaptée à sa serrure et du coffre fort, où pour obtenir le sésame, nous devons amener les numéros programmés dans l'ordre le plus strict jusqu'à l'encoche prévue à cet effet.

La combinatoire relève de la "complexification" à l'indéfini, parce qu'elle ne se soutient que "du" manque au fondement. "Du" manque de la cause comme telle, se répète dans la chaîne et les chaînes signifiantes, jusqu'à instituer et constituer la discrétion - au sens des mathématiques - l'écart entre les choses, les mots, les lettres et les nombres : pour qu'il y ait combinatoire il en faut au moins trois dont un qui manque au compte.

Du manque au fondement, nous ne pouvons le subodorer d'abord et l'inférer ensuite, que par le biais des manques de ceci cela ou autre chose. Ceci, cela ou autre chose ont à charge de représenter pour "du" manque, de l'évoquer, à l'insu¹³ ; autrement dit, un manque pousse l'autre. D'abord un certain bien, voire un bon mot viennent le combler, mais de même qu'une collection ne se "clôture" pas, qu'il y a toujours un manque à sa "clôture", de même il y a toujours un signifiant qui manque. Ça laisse à désirer, comme on dit du travail "jugé" médiocre d'un écolier, sans bien entendre l'ampleur des dégâts qui s'en suivrait, si nous devions cesser d'être désirant.

De sorte que ce à quoi l'homme est soumis avec le langage, c'est bien à la spéculation, parce qu'il y a non seulement des défauts qui, eux, pourraient être corrigés, mais encore "du" défaut au fondement du langage : défaut inaugural qui se laisse représenter par des défauts. Il y a "du" manque que nous éclatons

¹⁰Le suffixe "on" de combais (on), d'opérati (on) etc. implique l'effectuation qui ne se soucie pas de la manière dont elle aura été effectuée, c'est une effectuation, un résultat. En revanche le suffixe "oire" met l'accent sur la méthode, l'instrument qui le rend possible, qui le procure.

¹¹Du grec *épistémé*, science, art, habileté. Définition du *vocabulaire ...Lalande* : ...C'est essentiellement l'étude critique, des principes, des hypothèses et des résultats des diverses sciences, destinée à déterminer leur origine logique (non psychologique), leur valeur et leur portée objective...

¹²Du latin, *res*, la chose, la cause.

¹³L'insu, "y'a d'l'inconscient" et qui échappe.

allègrement, soit en une multitude de petits manques, soit en un énorme, ainsi "qu'un seul être nous manque et tout est dépeuplé".

Dans le registre du religieux qui est le registre des jugements de valeur par excellence, le péché originel désigne, nomme "du" manque, "du" défaut, comme la faute commise dès l'origine, tamponnant ainsi la chute -entendons la déchéance- comme imperfection au regard de l'idéal de perfection, impureté au regard de la pureté.

Le défaut traduit comme faute, péché, est sensé nous obliger, en nous responsabilisant quant à la culpabilité. C'est elle qui vient si souvent, -conformément à la névrose banale-, colmater le proprement insupportable du désir humain.

La culpabilité, assure la fonction de leurre du fusionnel, que ce soit avec Dieu de qui nous aurions chutés et avec qui nous souhaiterions l'union mystique ; que ce soit avec son amant, sa femme, ou ses enfants. En effet la culpabilité a la fonction d'assurer la cohésion, "la colle" : dès l'instant que je suis coupable, comme l'homonymie me le suggère, c'est que je suis susceptible d'être coupé (e) de l'autre et si je suis susceptible, c'est que je ne suis pas encore coupé (e) ; si je ne suis pas encore coupé (e), ça risque fort d'être "à couper au couteau". C'est, en effet, à interrompre de la bonne manière, pour qu'advienne enfin que je m'autorise de ma désirance singulière, que je "m'auteurise".

Le fait que "du" manque, "du" défaut et partant "du" désir dans son "innommable" se laisse représenter par une multitude de petits désirs qui relèvent plutôt de l'envie proche de ce que l'on pourrait appeler les besoins, voilà qui suscite le défilé des demandes de ceci cela ou autre chose, qui nous fait parler au quotidien le discours courant.

Plus loin, lorsqu'il s'agit de l'énorme objet du désir, tel l'arbre qui cache non seulement la forêt, mais surtout la béance que l'absence de l'autre aura rendue patente, ne laissant sur le corps que le dessin des contours du vide, l'avidité se manifeste alors, comme la "fruition" même de la pulsion humaine.

Or l'Éthique qui nous occupe ici, à propos de la médiation, concerne essentiellement le pulsionnel humain que Freud a élaboré, perlaboré, remémoré comme *Éros* et *Thanatos*. La pulsion de vie est corrélative, non séparable de la pulsion de mort ou de destruction, vie et mort étant néanmoins frappés du manque à leur complétude. L'affaire du désir humain est ramassée dans la corrélation de ces deux oppositions incomplètes, comme le sont tous les identifiables dans la langue. Ainsi, la mère dont on dit qu'elle donne la vie, se voit du même coup donner la mort, mais pour pas tout la vie et pour pas tout la mort, puisque comme identité, il y a de l'incomplétude et à la vie et à la mort. Nous pouvons mieux comprendre qu'elle puisse éprouver l'angoisse de mort, associée à l'espoir qui l'en délivrerait, -comme aménagement et tempérance de son désir initial de donner la vie-, espoir que cette mort soit suffisamment différée en faveur de la création d'un espace- temps offert au devenir.

Cependant, ayant proposé, dès le départ, cette différenciation radicale entre instinct animal et pulsionnel humain, cette différenciation ne provenant que du fait de la

soumission de l'homme au langage, il s'en suit que l'éthique du grec *Ethos* : mœurs, traduit comme science des mœurs et science de la morale, voit son affaire pousser radicalement plus loin que la psychologie, la sociologie, l'ethnologie etc. quelque "logie" du comportement que ce soit, pour confiner à et s'exprimer de la logique même du signifiant.

3) ÉTHIQUE ET LOGIQUE DU SIGNIFIANT

L'Éthique relève de la mesure, de la démesure, de l'a-mesure (a privatif) du signifiant qui est éminemment ce qui assure le passage de l'instinct animal à la pulsion humaine. En effet il est rarissime, exemplaire, qu'un animal tue pour tuer à moins qu'il n'ait été domestiqué, dressé, c'est à dire conditionné à le faire. L'instinct le pousse à sa survie, et s'il tue c'est pour son territoire et sa nourriture.

Le *destrudo*¹⁴, en revanche, reste le fait même de l'humain, le *destrudo*, je le traduirai depuis Freud, comme la destruction pour la destruction¹⁵, et j'y vois la manière la plus singulière que l'homme a de se tromper.

Cette manière particulière de se tromper, - je livre là une hypothèse personnelle-, serait que méconnaissant les lois du signifiant, il ne s'attacherait trop souvent qu'à celle de l'exclusive du signifié. Mais le fait de rabattre, à l'insu, -conformément au principe de répétition freudien et à l'hypothèse elle-même de l'inconscient- le signifié sur le signifiant, aurait pour effet pervers que notre univers resterait un univers de significations et partant de valeurs. Qui dit exclusive des significations, dit exclusive des privilèges accordés à un pôle au détriment d'un autre. En l'occurrence, constatons à quel point ce pôle des significations est celui de l'exclusive des valeurs accordées, très religieusement accordées dans l'intégrisme par exemple.

Or il s'avère que le signifiant, au contraire de ce que l'on s'imagine que le mot est, n'a en soi, strictement aucune signification, sa caractéristique est de ne prendre sens que selon les contextes dans lesquels il est rencontré. Aussi, est-ce à mon détriment et à celui des autres que je vais m'enfermer dans "le noir c'est noir", ou encore, "il faut appeler un chat un chat", car même si c'est vrai aussi, ça ne l'est pas seulement.

Non pas que ce soit faux, mais parce que par rapport à ce vraisemblable-là, il y a du "semblant" et que "le signifiant c'est du semblant"¹⁶, mais pour pas tout, - électivement son aspect signifié est du semblant-, un traitement d'information langagier, l'objectivation et non pas l'objectalisation.

Je rejoins Lacan, quand il est question de semblant. Il dit : "Le signifiant est le meurtre de la chose" : entendons que chaque fois que nous avons à parler de ceci, cela ou autre chose comme signifié, nous n'avons pas besoin d'en disposer. L'objet, l'être

¹⁴Le *destrudo*, laissé en latin, il permet la pudeur qui préserve de l'horreur comme de la banalisation de la pulsion de destruction.

¹⁵la destruction de tel "objet" représenterait auprès de la destruction de tel autre "objet" pour du sujet en souffrance de ne pas s'avérer. La méconnaissance de cet algorithme réduit la relation humaine à l'exclusive de la relation d'objet et à la désespérance dont on pourrait s'imaginer qu'elle serait ainsi détruite.

¹⁶Jacques Lacan. Séminaire XVIII inédit : *D'un discours qui ne serait pas du semblant*, 1970-1971

dont il est question, nous les évoquons et du même coup ils cessent d'être exclusivement des "objets", pour être remplacés par des signes de désignation entendus comme le premier aspect du signifiant, le signifié : une substitution a eu lieu. Dans le contexte où ils sont évoqués, je me passe d'eux pour en parler, je peux dire qu'ils sont meurtris comme objets : cela constitue le passage de l'objectale à l'objectivation dont l'objectivité n'est qu'un attribut secondaire.

Et maintenant si je dis que "le signifiant est le meurtre de l'a-chose", où le a s'avère privatif de la chose en question, le seul fait de nommer l'absence de chose a pour vertu de la faire exister et donc de la tuer comme absence. Je tue de l'absence, comme "Macbeth a tué le sommeil", puisque je la présentifie. Dans la représentation langagière, je conçois ce que j'ai lu entre les lignes du réel en l'interprétant, je mets au monde un concept, un semblant de "la chose". Ainsi suis-je renvoyée à l'aphorisme, "le signifiant c'est du semblant". Le signifiant opère en évoquant l'objet qui n'est pas là : il devient semblant de lui. De surcroît, en parlant de l'objet qui n'a jamais existé comme tel, l'a-chose, en le faisant passer de la non existence à l'existence, langage, langue et parole exercent l'aptitude à l'artefact, artifice, un effet de l'art, un discours.

4) L'ARTICULATION LOGIQUE, INSTRUMENT DE CRÉATION ET DE DÉCRÉATION

C'est grâce à un effet d'artifice, que certains hommes, un jour et d'aventure, ont pu commencer à compter jusqu'à trois ; mais ce n'est qu'ultérieurement, que d'autres, tel Frege¹⁷, mathématicien contemporain de Freud, nous auront démontré mathématiquement l'engendrement des nombres, répondant à la question cruciale : comment a-t-on pu compter jusqu'à trois ?

Sans le concept de 0, nous n'aurions jamais réussi cette opération puisque le 1 n'est jamais que le 0 compté comme 1. Cela est très précisément le fondement de la combinatoire : "pour qu'il y ait trois, il en faut un qui manque au compte".

Le 0, lorsqu'il est compté comme 1, occupe alors une position de médiation.

Cette position ne se met à exister que de l'interrogation d'absence qui m'anime. En effet, comment aurais-je pu discerner des traces dans la neige, sans interruption entre elles ? C'est bien l'interruption qui me permet d'apercevoir, ce quelque chose comme une trace.

Qu'est-ce ? De quoi est-ce le signe ? Que me disent-elles ? Que me veut-on ? Cette dernière interrogation y rajoute une intentionnalité renvoyant à un sujet quelconque.

Déjà, pour m'y repérer dans ces interruptions, je les coche, tout comme si j'y inscrivais, à chaque fois, l'interrogation à quoi elles me renvoient : une coupure, une brisure dans mon abêtissement, un blanc qui, de m'éprouver quant à leur origine et leur intentionnalité, m'origine en tant que sujet dans un univers de traces.

¹⁷Gottlob Frege; *Les fondements de l'arithmétique* traduction de Claude Imbert, éd du Seuil Paris.

Et maintenant, que puis-je en dire ?

Je dirai que je co-nais en tant que sujet, que j'émerge de la prise en masse, que je ne nais à l'écriture d'abord, et à la lecture ensuite, qu'avec la coupure entre les traces.

L'interruption, la brisure, la plage blanche, s'offre à ma perception comme support de médiation, désilant l'aveuglement du pulsionnel jusqu'au discernement qui me fait accorder des valeurs comme jugement pour l'action, et qui implique du sujet à naître et renaître de l'inter-prétation de son interrogation renouvelable.

Ainsi l'exemplaire de la coupure pourrait désormais soutenir, par la création d'un dispositif qui s'en inspirerait, la fonction de médiation où des médiatisants auraient la demande d'y trouver leur compte.

Convenons qu'il n'y a pas de compte sans instrument du compte. Nos doigts, en effet ne nous permettent guère d'aller bien loin dans le compte, pas davantage que l'olfaction de la mère chien. Pour elle, du moins est-ce suffisant pour s'assurer de la présence de ses chiots, puisque qu'elle n'en a guère plus que onze à la fois.

De même que l'on sait que l'olfaction régresse chez l'enfant d'homme, dans la mesure où il acquiert la langue, de même les pulsions de vie et de mort perverses en pulsions de destruction, s'avèrent d'autant plus transmutables en "dé-crédation" que l'homme est moins malade de "mal à dire" à son insu.

Avec le 0 compté comme 1, et l'assertion : "pour qu'il y en ait trois, il en faut un qui manque au compte", j'aurai livré l'instrument du compte, l'articulation logique, ce qui nous humanise. Parce qu'après tout, les animaux aussi se signalent et nous signalent un certain nombre de choses. Ils émettent des phonèmes reconnaissables, ce n'est pas pour autant qu'ils spéculent sur leur langage.

L'instrument du compte comme articulation logique entre les choses, les mots, les lettres et les nombres, nous ne l'inférons qu'à partir de l'expérience traumatisante de la coupure à assumer comme telle. Le but de cette inférence est la création d'une possibilité de répétition nettoyée du trauma qui l'incrustait et qui lui avait permis d'advenir. Car, à défaut de ce *net* oyez, je te rends responsable comme d'un tort que tu m'aurais fait. Si, en revanche, je sais aussi en faire l'instrument du compte, la matrice, du 1 coche du 0, au fondement de l'engendrement des nombres, des lettres, et partant des signifiants, cette générosité t'épargnera alors ma vindicte. A chaque occurrence traumatisante, je saurai nettoyer l'articulation pour éviter qu'elle ne se grippe. Je saurai déchaîner et re-enchaîner autrement, décréer et recréer.

Et Maintenant, qu'est ce qui constitue les trois opérances ?

En premier : nous disposons de la transgression sur la nature du blanc, sa dénaturation par la culture de l'initium de l'écriture, la coche qui signale que -"non, là, il n'y a pas de traces"- et qui s'avère être lue ultérieurement, en troisième, comme la négation même dans la langue d'où du sujet est inféré.

En second : les traces discernées de ceci, cela ou autre chose.

En troisième : l'interrogation d'absence que j'ai cochée sur la plage blanche de l'interruption, coche qui me représente de l'alternance de mon absence-présence au monde et qu'une simple interruption m'a délivrée comme connaissance.

Le pronom personnel "je", puis le "me" de l'accusatif, avec le "ne" de la négation, (je me ne), assortis du moi redoublé de s'affirmer, (moi-même), disent dans la sémantique, la marque du 0 que j'étais avant que je ne marque, pour la re-marquer autrement, cette coche à lire entre les lignes des traces entr'aperçues dans la brisure du monde.

Ne nous étonnons pas, qu'à utiliser à notre insu l'instrument du compte que les humains se sont forgés depuis des temps immémoriaux, ne nous étonnons pas qu'à devenir comptables, nous finissions par nous compter comme objet que nous ne sommes pas seulement, dans la liste de la feuille de paye de l'entre-prise, risquant ainsi de privilégier le pôle de l'objet au détriment du sujet de l'inconscient qui, lui, s'avère aussi n'être pas là. Avec Le pôle de l'objet nous pourrions nous imaginer que le compte est bon, tombe juste, mais il ne peut que s'avérer incomplet comme compte fait, puisque l'instrument du compte est marqué du défaut de complétude.

Aussi bien, le 0 compté comme 1, constitue-t-il la "fraude" -nécessaire, mais non suffisante si elle devait n'être pas reconnue et assumée-, de la passe depuis la rive des limbes à celle de l'incarnation dans la langue.

De quelque côté que nous nous tournions, et d'autant plus en disant le "moi-même" de notre épuisement, nous constatons sans pour autant l'assumer, qu'il y a de l'impossible qui subsiste à la coïncidence de moi à moi, fût-ce à moi-même, et a *fortiori* de toi à moi. Cependant, comme nous refusons ce "mal à dire" inaugural, inhérent au "semblant" de l'aspect signifié du signifiant, parce qu'il nous lèse du vœu pieux de notre intégrité, nous en faisons une ou plusieurs maladies personnelles et de civilisation.

Comme sujet, nous refusons de nous avérer divisés au mi chemin du 0 et du 1.

Le mi chemin je le formulerai : "ni l'un ni l'autre" corrélé à "et l'un et l'autre", à l'instar de la négation sans laquelle il ne peut y avoir d'affirmation qui vaille. Mais malheureusement, avec le *vel* de l'aliénation, c'est à dire "ou l'un ou l'autre", nous refusons la division parce que nous refusons du manque au 0 et du manque au 1.

Nous oublions que l'objectivation n'est pas l'objectalisation, d'où il s'en suit que nous nous trompons de meurtre. Au lieu que le signifiant antécédant son successeur soit effacé, meurtri, s'efface au bénéfice de l'ultérieur: "qu'il grandisse et que je diminue"¹⁸; nous préférons diminuer, amoindrir, meurtrir notre prochain.

Bien que nous soyons des êtres parlants, notre prosaïsme nous aveugle de ne pas entendre que sa répétition de disque rayé, colmate la discrétion au sens mathématique et métaphorique.

¹⁸Jean le Baptiste dans les eaux du Jourdain, prophétisant la venue du Christ. Nouveau testament.

5) LE DISPOSITIF DE LA MÉDIATION COMME ARTICULATION LOGIQUE

Ainsi la médiation devrait constituer la fonction du rétablissement de la coupure, “rendant à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu”, soit le respect du *no man's land*.

Le médiateur comme garant du support ou dispositif de la médiation, aurait en charge la fonction de l'interruption, de la coupure dans la prise en masse des pôles pulsionnels confondus en *destrudo*.

L'éthique en est la pratique de “sembler” la plage vide, la césure entre les traces des coups de quelques conflits que ce soit.

Sur la plage vierge, dans le meilleurs des cas, devrait venir s'inscrire, pour les médiatisants, la coche de leur propre interrogation d'absence de présence suffocante, d'où ils pourraient renaître comme sujet divisés, et de ce fait, vivant encore de leur désirance comme mutation provisoire¹⁹ du pulsionnel. L'articulation logique en serait délivrée.

Éthique et médiation irait à l'amble de la logique du signifiant. A ce titre, éthique et médiation en constituerait la *praxis* comme exercice de la vigilance au maintien des trois opérances.

La morale conventionnelle ne peut plus être confondue avec l'éthique. Elle nous indiquait la voie des bonnes mœurs, leur mode d'emploi selon les règles où devenir arbitre²⁰ expert en la matière. Elle a encore à nous tenir suffisamment, pour que nous puissions interroger l'écart qui se creuse entr'elle et “de”²¹ l'éthique puisque “du”²² sujet s'en avère chez chaque Un d'entre nous : de l'impossible à totaliser si on a entendu le propos. Du barrage contre l'enfer du *destrudo*.

¹⁹Provisoire, puisque c'est toujours à recommencer et que c'est grâce à la mise en place de l'articulation logique que la pulsion de répétition n'entraînera plus la répétition du même, mais la répétition du manque au même : ça se déplace. Aussi bien l'instinct est fixe pour telle espèce, le pulsionnel singulier. Plus loin, du pulsionnel on passe au désir lequel permet de surseoir.

²⁰Si d'aventure, le médiateur en tant que (*medium*, moyen, centre), occupait effectivement le centre, au lieu de le laisser advenir comme vide pour lequel il représente, il risquerait fort de l'occulter. Or on sait que “du” vide en question constitue la matrice de l'opérance dont le médiateur devrait être le garant. Sinon il risquerait de ne fonctionner que comme arbitre.

²¹“de”

²²“du” : ces nuances dans la langue disent assez l'impossible à totaliser, il y a passage du quantitatif au qualitatif, il y a du “pour pas tout” du sujet et partant de l'éthique, de l'incomplétude à accueillir, à supporter, motrice de l'acte.

QUELQUES REFLEXIONS

SUR LA VAE

De la naissance d'une profession... Lorsque les bonnes fées se penchent sur le berceau...

Claire DENIS
Médiatrice familiale

Avec le diplôme d'état, les médiateurs familiaux ont acquis «de haute lutte» la reconnaissance sociale et institutionnelle. Ils ont convaincu la société de l'existence d'un besoin particulier qui ne pouvait être satisfait «dans de bonnes conditions» (?) par les professionnels en poste.

Ces praticiens de la première heure (d'avant la reconnaissance) se sont également soumis, avec douleur souvent, avec intérêt aussi, à la procédure de validation des acquis de l'expérience.

Sur cette scène de la VAE, se sont heurtés des «modèles de médiation» qui n'avaient pas été suffisamment repérés au préalable; sur cette scène de la VAE, se sont joués les luttes et les conflits des professions d'origine des médiateurs (familiaux); sur cette scène de la VAE, s'est «mal-entendu» ce qui n'avait pas été suffisamment conceptualisé.

Des écueils se rejouent dans la passation du diplôme de médiateur familial; la formation demande aux médiateurs familiaux en formation d'effectuer un travail théorique et de recherche, la soutenance orale du mémoire les interpelle parfois sur la pratique qu'ils ne possèdent pas. N'y a-t-il pas confusion entre deux scènes (VAE et diplôme) ? Les médiateurs familiaux praticiens sont-ils suffisamment in-formés pour participer aux jurys ?

Les membres des jurys ont-ils suffisamment intégré une posture déontologique (et éthique) propre à cette fonction ?

N'est-il pas utile de travailler à la formation de ces jurys ?

Les formations à la médiation familiale se sont développées en majorité au sein des IRTS ;

On peut le regretter : la diversité des lieux de formation pouvait ouvrir à penser et créer des figures de médiateurs familiaux en fonction d'assises théoriques différentes; la formation en IRTS suggère un lien proche et «évident ?» entre la profession de médiateur familial et les professions du travail social...

Certaines formations peuvent, en pratique, inquiéter : des formateurs sont recrutés dans les rangs même des professeurs de l'IRTS, des médiateurs praticiens

responsables des modules de médiation sont considérés comme référents «secondaires» de la formation.

(Les formations peuvent avoir commencé sans que le référent médiateur soit choisi; le médiateur familial peut avoir peu d'expérience de la pratique ou n'avoir pas réalisé un travail de conceptualisation sur sa pratique, les formateurs des disciplines – psychologie, sociologie, droit – peuvent ne pas avoir réalisé le travail d'articulation de la matière enseignée avec la médiation familiale).

Les formations se sont démultipliées...sans que les services de médiation puissent absorber le nombre de stagiaires...sans que le corps social puisse accueillir les médiateurs familiaux formés.

«La machine ne s'est-elle pas emballée ?...Les chefs de troupe ont-ils suffisamment pensé aux petits soldats des premières lignes et aux tambours qui les entraînent ?»

La formation à la médiation familiale a changé (avant et après reconnaissance de la profession) : elle a accueilli des jeunes personnes mélangées à des professionnels plus âgés et expérimentés (en droit, psychologie, travail social...et à présent journalisme, ressources humaines); elle s'est ouverte à des personnes de divers horizons professionnels; cela constitue à mon sens une chance d'ouverture et de créativité...si la formation est conçue comme s'appuyant sur les savoirs des personnes en formation (formateur «centré sur la personne» de l'apprenant), en partant de la représentation, du vécu, de l'expérience, de la notion pour aller vers le concept (monter progressivement en abstraction). Cela nécessite que les médiateurs familiaux formateurs réalisent eux même ce travail de conceptualisation de leur pratique pour ensuite les articuler avec les apports théoriques de disciplines dites classiques.

Instituer la profession de médiateur familial nécessite de veiller...car toute institution est l'expression de l'ordre social...

Veiller...afin que l'institution soit pensée comme un processus (comment naît-elle ? Comment évolue-t-elle ? Comment s'effectue l'auto altération qui ne manque pas de la toucher, comme toute organisation sociale ? Comment éviter à la profession de se sacrifier, ou de sacrifier son objectif initial sous la pression des autres institutions ?

Pourquoi vouloir toujours plus de médiateurs familiaux, toujours plus reconnus ?

Comment continuer à promouvoir ce qui est instituant, ce qui est force de changement, de création ? Comment la médiation familiale, en se structurant, peut-elle ne pas perdre cette force de créativité, cette potentialité à accueillir la liberté ?

Veiller

Qui est le plus à même d'effectuer cette

Veille éthique ?...les médiateurs eux-mêmes et les associations qui les regroupent.

UN REGARD SINGULIER PORTE SUR LA VAE CONCERNANT LE DEMF

Marie-Hélène BELLUCCI
Médiatrice familiale diplômée

La VAE est une démarche volontaire, pour celui qui s'y inscrit car il estime avoir une expérience suffisante pour lui permettre d'obtenir une certification. Sa pratique professionnelle exercée depuis au moins trois ans va être reconnue, la démarche est plutôt gratifiante. C'est en général dans cet état d'esprit que le candidat va retirer son livret 1.

Mais peut-on parler d'une démarche gratifiante concernant les candidats à la VAE du DEMF, qui exercent déjà en tant que médiateur familial ? Ces derniers ont en général, suivi une formation validée par un certificat d'aptitude ou un Diplôme Universitaire. On peut se demander si dans ce cas, la VAE ne relève pas plus d'une contrainte que d'une démarche volontaire, dans la mesure où ils ont déjà obtenu une validation.

Il semble que pour ces candidats, le fait que l'on ne reconnaisse pas la formation qu'ils ont suivi, et qui leur a permis jusqu'à présent d'exercer, les conduisent à entrer dans la démarche de VAE avec réticence. Ils se retrouvent au même niveau que tous les professionnels qui exercent dans le champ de la famille et ils sont nombreux. Toutefois, le passage obligé vers la professionnalisation est la VAE et ils doivent à présent s'y conformer.

Une fois passé le questionnement sur la démarche VAE et la rédaction du livret 1, il va s'agir de passer au livret 2 et de faire valoir son expérience, mais surtout ses compétences.

LE TEMPS DE L'ECRITURE

Face au livret 2, nous nous retrouvons seul. Le nombre de pages à écrire est à notre appréciation, c'est pourquoi une fois terminés nous verrons des livrets plus ou moins épais. Mais la difficulté va résider dans l'explicitation de la pratique. Qu'est-ce qui fait que dans telle séance, auprès de telles personnes, « les gestes » du métier permettent, au médiateur de pouvoir mettre en place un espace tiers ? Quels sont ces gestes qui vont conduire les personnes en situation de rupture à s'engager dans une médiation et à s'inscrire dans une démarche de changement et de communication ?

Pour arriver à les définir, il va falloir dans un premier temps se regarder en train d'agir, pour énoncer quels sont les actes qui ont été posés. C'est alors que l'on prend conscience qu'il s'agit de parler de soi, du soi professionnel pense-t-on tout d'abord, mais l'on va rapidement se rendre compte qu'il est question de soi en tant que personne. En effet, la question de la limite se pose entre le personnel et le professionnel, pourquoi avoir repris telle phrase, écrit tel mot sur le paper-board? Nous agissons alors, non pas par rapport à du prescrit, mais par rapport à ce que représente pour nous l'éthique du métier. Au fil des pages ce discours sur « soi » va nous conduire à une évidence : nous nous mettons à nu.

Les pages s'écrivent, le nombre d'heures passées sur le livret 2 défile, nous écrivons sur nous et ce « nous » devient un autre. Nous sommes bien présents à travers les compétences que nous déclinons, mais c'est avec un regard que nous voulons extérieur à soi et critique, que nous questionnons nos actes. La démarche devient de plus en plus complexe, comment faire valider une pratique en nous référant au référentiel de compétences tout en sachant que ce nous mettons en oeuvre est directement liée à nous. La validation va donc aussi porter sur soi en tant que personne agissante dans un cadre professionnel, en fonction de son éthique.

C'est dans cet espace de tension entre son éthique et l'éthique professionnelle que va s'élaborer la compétence professionnelle. Nous arrivons alors à l'oral imprégné de tout ce questionnement basé sur l'auto-critique, nous sommes dans un état de fragilité, dans la mesure où nous avons réellement joué le jeu de la transparence.

LE TEMPS DE L'ORAL

Nous nous retrouvons face à un jury composé de deux ou trois personnes. Le livret 2 a été lu par ces dernières. Au moment de l'oral, les médiateurs familiaux qui sont en exercice se retrouvent en général face à un pair, le contexte actuel de la médiation familiale nous amène à cette situation. Parfois, ils se connaissent et se reconnaissent, mais les places sont différentes entre celui qui est évalué et celui qui évalue.

Le candidat va donc se présenter, sur un plan personnel et professionnel. Le jury va questionner l'écrit, l'oral, les deux. Nous avons appris lors des échanges que nous avons eu avec les autres candidats que les pratiques sont différentes. Certains jurys ont reconnu le praticien qui est en face de lui aussi bien de manière personnelle que professionnelle, un échange a alors lieu autour des compétences attendues. D'autres vont même plus loin en reconnaissant d'entrée les compétences du candidat et en proposant un échange à bâton rompu sur la médiation familiale.

Toutefois, ces jurys ne reflètent pas la majorité, pour un grand nombre d'entre eux l'oral est considéré comme un exercice où le candidat doit faire ses preuves quel que soit l'expérience qu'il affiche. Le jury va le mettre à l'épreuve. Ce dernier est alors investi d'un pouvoir sur la personne du candidat. Celui-ci fragilisé par l'écriture de sa pratique dans le livret 2, peut se demander s'il est toujours dans une démarche de

VAE, où s'il est en train de passer un examen. La situation est différente et pourtant la confusion est présente, chez le candidat et peut-être même pour le jury, ce qui est plus ennuyeux. Aucune reconnaissance par ce dernier, du fait que le candidat est dans un partage de sa pratique, que c'est un professionnel de la médiation et que malgré cela, il est dans une situation qui le rend vulnérable. Il semble que le jury soit alors dans une situation de contrôle, où toute bienveillance est absente.

La différence qui a été rencontrée au niveau des jurys, ainsi que l'absence de bienveillance de certains ne doivent pas nous laisser indifférents, mais au contraire nous conduire à nous interroger sur le rôle de ces jurys et sur les valeurs qui les sous-tendent. Le risque si rien n'est repris est qu'en changeant de place, en passant de candidat à jury, ce qui a été mal vécu soit reproduit. Cela serait le signe d'une absence totale de questionnement à propos du sens de cette VAE, qui s'inscrit avant tout dans un face à face entre professionnels.

EN CONCLUSION

La question qui se pose est : la VAE s'inscrit-elle dans la même démarche que le contrôle de connaissance ? On serait alors dans un contrôle de compétences. Si tel est le cas cela peut expliquer alors le manque de bienveillance de certaines personnes composant les jurys, dans la mesure où elles ont pour objectif de chercher la faille, qui aurait pu leur échapper à la lecture du livret 2.

La position des personnes composant le jury est alors dans une position de pouvoir sur le candidat, car à aucun moment, il n'est pris en compte pour ce qu'il est : un professionnel qui donne à voir sa pratique le plus honnêtement possible, en la mettant à distance dans un écrit. Le jury est alors dans la valorisation de son statut, il en oublie le candidat qui est en face de lui et aucune rencontre ne se fait. Le jury ne verra pas « *le visage* » pour reprendre E. LEVINAS²³ du candidat, c'est à dire les valeurs de ce dernier, qui font de lui le professionnel qui se livre dans la VAE. De fait, les personnes composant le jury ne se sentiront aucunement responsable du candidat. Si tel est le cas le jury n'envisagera la relation avec le candidat que dans un « Je – Cela » pour citer M. BUBER, et le candidat au travers du « Cela » est perçu en tant qu'objet ? « *L'homme devenu un Je, qui dit Je – Cela, se plante en observateur devant les choses au lieu de les placer en face de lui pour l'échange vivant des fluides réciproques.* »²⁴ Le « Je – Tu » n'est-ce pas ce qui doit être visé, car c'est dans la rencontre de l'autre que la bienveillance sera présente. La VAE quel qu'en soit le résultat se doit d'être dans une démarche de reconnaissance pour pouvoir répondre à l'objectif qui est le sien, à savoir la validation des acquis de l'expérience.

²³ E.LEVINAS, 1991, *Entre nous*, Essai sur le penser-à-l'autre, Paris, Grasset

²⁴ M.BUBER, 1969, *JE et TU*, Ed. Aubier, p.53

Validation des Acquis de l'Expérience

Claire DENIS

Cadre réglementaire : article 133 de la loi de modernisation sociale
17 janvier 2002 complétant l'article L.900.1 du code du travail (la VAE est déjà
inscrite dans la loi du 16 juillet 1971 art.8 N°71 577)

*V*aleur *A*ajoutée à l'*E*valuation

*«C'est au pied du mur qu'on voit le maçon»
«L'expérience est quelque chose dont on sort soi-même
transformé» Michel Foucault*

*«La médiation est une praxis (activité humaine); elle se
fait, se déroule en elle-même et par elle-même. Les
matériaux sont constitués de l'apport de chacun des
acteurs de cette praxis. De son analyse peut poindre une
théoria, c'est-à-dire ce qui demeure permanent dans ces
diverses situations» René Guitton*

As-tu connu la VAE ?

Je n'ai pas connu la VAE... je n'ai pas été, jusqu'alors, ni candidate, ni Jury.

Je l'ai cependant «fréquentée», la VAE ... de l'extérieur, à distance, recherchant là
une cohérence avec ce que je suis et ce qui fût, jusqu'alors, ma position vis à vis du
passage à la profession.

Je l'ai rencontrée aussi, la VAE... à travers les propos des candidats et des Jurys :
propos heureux qui pétillent en bulles de champagne au creux des groupes
d'analyse de la pratique, propos amères qui laissent un arrière goût, propos
souffrants qui explosent en larmes ou colères, propos intéressés, curieux, satisfaits,
sévères, critiques, emprunts de fierté parfois ...

J'ai eu souvent le sentiment, à l'écoute des candidats et des jurys que nous étions
bien loin du «gai savoir» (terme emprunté à Friedrich Nietzsche) dont parle Alex
Lainé dans son ouvrage «VAE, quand l'expérience se fait savoir» (Eres)...la VAE
m'est apparue davantage vécue comme un parcours du combattant ...

Les paroles ont coulé à flots, la pensée s'est mise en travail, les angoisses se sont
réveillées...

Question de passage, sans doute...

Les médiateurs, et je me compte parmi eux, sont des habitués du passage, de l'espace intermédiaire... Alors, pourquoi n'avons nous pas pris le temps de penser le passage ?... Pourquoi tant de hâte ? Question d'époque peut-être ?... Une époque où l'urgence économique fait oublier que l'humain n'a pas la capacité de passer d'un état à un autre sans entre – deux, sans transition ...

Pourtant, l'idée de la VAE me plaît, à priori (peut-être réveille-t-elle en moi une culture familiale liée au monde artisan) ...elle fait place à l'expérience, au travail d'analyse, de recherche sur la pratique; elle tend à reconnaître, affirmer, renforcer le savoir professionnel et ouvre vers de nouvelles possibilités d'interventions. La VAE est un travail de centration sur soi puis de mise à l'épreuve au regard des autres (pour les médiateurs, de leurs pairs). On pourrait aussi la décrire comme un travail de mémoire (se remémorer son action), de conscience (l'analyser, en saisir le sens et la valeur), de mise en mot et en écriture (faire trace) - relié aux compétences et savoirs requis pour le diplôme. En somme il s'agit d'une démarche exigeante qui requiert du professionnel de choisir, décrire, penser, élaborer, prouver son expérience et toujours de la mettre en regard d'un référentiel.

Enfin la VAE pose l'agir professionnel comme source d'apprentissage et la pratique/-la théorie dans un rapport dialectique. Elle procède «d'une démarche qui s'inscrit dans la tradition de l'éducation populaire» (Alex Lainé) : reconnaissance du savoir-faire et du savoir, affirmation du droit à la formation quelque soit l'âge, la condition sociale, le niveau de formation.

Dans cette démarche il est possible de trouver du plaisir, de la satisfaction...mais on peut aussi en concevoir du désagrément (perte des illusions) et parfois de la souffrance, dans l'après -coup. La VAE est un vrai travail (d'auto-évaluation et d'auto-formation), qui demande du temps et des efforts, sans garantie de résultat.

Les candidats, médiateurs formés et en exercice, ont pu avoir le sentiment que les actes professionnels étaient acquis : pourquoi leur refuser cette reconnaissance ? pourquoi leur demander de décrire avec tant de minutie leurs agirs professionnels répétés, appropriés au fil du temps ? pourquoi leur demander de passer un «examen» comme si les diplômes acquis «avant l'heure» n'avaient pas la valeur du diplôme actuel ? Pourquoi ne pas percevoir comme suffisant le travail réalisé, par ailleurs soumis au regard des pairs dans les temps d'analyse de la pratique ?.... en cas d'échec à la VAE il y a eu une véritable souffrance, une vraie blessure, affligée par les pairs, dans ce qui constituait pour certains une identité professionnelle ; L'échec fût particulièrement douloureux pour des personnes formées, expérimentées, reconnues.

Certes la VAE a le mérite de re-interroger les évidences des acquis, le sens des interventions et leur cohérence avec ce qui fait référence sur le plan théorique et institutionnel. Elle peut aussi présenter l'avantage de mettre en lumière la part de créativité du professionnel, sa singularité dans un collectif (le sujet-auteur de sa pratique et non le sujet assujetti à un modèle). Je me suis demandé si candidats et Jury avaient suffisamment pris en compte cette part de singularité et de créativité; s'ils avaient eu le temps de prendre la mesure du passage. Très rapidement, les consignes se sont propagées à travers les rangs des médiateurs : «Évitez de vous singulariser...dites au Jury ce qu'il veut entendre... ne vous écarterez pas du modèle

... choisissez des situations «bateau», des interventions «classiques».... ne faites pas part du parcours difficile qui a pu être le votre pour endosser l'habit du médiateur pour avoir des chances de réussir...».

Et si la VAE avait été l'occasion d'un «passage» créatif, d'une reconnaissance identitaire (recherche de dénominateurs communs dans la diversité des pratiques et des modèles; reconnaissance de la singularité dans le collectif; reconnaissance de différents modèles)...en avons-nous pris le temps, en avons-nous pris le risque ? Le travail préalable des jurys pouvait et peut toujours aider dans cette voie : chaque professionnel a sa propre représentation du métier, une représentation souvent implicite; il s'agit donc, pour les trois personnes du jury, de rendre explicites leurs représentations du métier, de les confronter aux textes officiels de référence (et pourquoi pas de proposer de les revisiter, de les discuter, de les compléter), de créer le débat (entre jurés déjà pour ensuite le permettre entre candidats et jurés) sur un cœur de métier à maintenir vivant.

Demain la VAE s'adressera davantage à des professionnels qui n'auront pas directement l'expérience de la médiation familiale...mais qui prétendront, par leur expérience autre, briguer le diplôme. Le temps de transition, le temps intermédiaire sera passé....

REACTIONS

AUX ARTICLES PARUS

DANS LES REVUES PRECEDENTES

Dans la revue N°9

Sur l'article de Pierre Grand «analyse de la pratique»

Conseil d'administration de la FENAMEF

Didier Tronche

Président

1. La « *Charte de la FENAMEF* » n'est pas un « *Règlement intérieur bis* » comme il est écrit. La Charte de la médiation familiale exercée dans un cadre civil (tel est le nom de ce document) constitue :
« Un ensemble de règles garantissant l'éthique et les conditions professionnelles nécessaires à l'exercice de la médiation familiale dans le cadre d'un service de médiation familiale... Elle s'appuie sur les Principes déontologiques adoptés par le Conseil National Consultatif de la Médiation Familiale. »
2. La FENAMEF – que ce soit au sein du Conseil Consultatif de la Médiation familiale ou que ce soit à travers ses écrits ou ses interventions – n'a jamais remis en cause le code de déontologie de l'A.P.M.F., hormis sa dénomination « code » compte tenu que la profession de médiateur familial n'est pas règlementée.
Elle a toujours défendu l'intégration de l'analyse de pratique en tant qu'obligation pour tous les praticiens en exercice.
La recommandation faite par le Conseil Consultatif « *Il s'engage à participer de manière régulière et impérative à des séances d'analyse de la pratique qui lui permettent de procéder à une réflexion sur les conditions d'exercice de son activité* » et de son intégration dans les principes Déontologiques (22 avril 2003) sont le fruit du travail de tous les membres dudit Conseil, y compris la FENAMEF.

Vous remarquerez que dans la Charte de la médiation familiale exercée dans le cadre civil, il est indiqué « Il (le service de médiation familiale) donnera les moyens pour que les médiateurs familiaux participent régulièrement à des séances collectives d'analyse de la pratique ».